

**Contre le gouvernement Hollande-Ayrault et sa politique au service du capital :  
Assez de négociations !  
Combat classe contre classe !**

Édito	..... p 2
Tract sept 2013 : A bas le projet des retraites !	..... p 4
Élections en Allemagne	..... p 6
Syrie	..... p12
Tunisie-Égypte	..... p16
Turquie	..... p20
Brésil	..... p24
Hôpitaux	..... p28
Interventions	
Congrès Ugict-CGT du Grand Lyon : A bas le dialogue social.....	p32



[www.menasolidaritynetwork.com](http://www.menasolidaritynetwork.com)

**الإضراب ليس جريمة**

**Striking is not a crime**

**نتضامن مع عمال السكة**

**الحديد في مصر**

**Solidarity with the Egyptian rail workers**

# Contre le gouvernement Hollande-Ayrault et sa politique au service du capital : pas de négociations ! Combat classe contre classe !

**D**epuis sa mise en place en 2012, le gouvernement a mené sur tous ses aspects (intérieur et extérieur) une politique conforme aux intérêts de la bourgeoisie française.

Le très droitier Manuel Valls poursuit avec la bénédiction de l'Élysée la politique réactionnaire de Sarkozy : chasse aux Roms, politique de reconduction à la frontière contre les familles et les travailleurs immigrés sans papiers, régularisation au compte goutte ... Le seul mot d'ordre recevable en la matière devrait être : **Abrogation de toutes les lois anti-immigration (de Pasqua à la circulaire Guéant) ! Régularisation immédiate de tous les travailleurs sans papiers !**

**S**ur le plan de la politique internationale, Hollande, en bon défenseur de l'impérialisme français, a lancé l'intervention militaire au Mali et œuvre sur le plan international depuis plusieurs semaines pour une intervention en Syrie. La solidarité internationale entre les travailleurs exige au contraire aucune intervention impérialiste, sous quelque mandat qu'elle soit lancée (ONU, OTAN ...), sous quelque prétexte humanitaire qu'il soit !

**E**n terme de politique intérieure, le gouvernement a choisi de poursuivre la RGPP sarkozienne de restructuration des administrations et de suppressions massives de postes de fonctionnaires par la Modernisation de l'Action Publique (MAP). Il a refusé d'augmenter la valeur du point d'indice, soit la 5ème année consécutive sans hausse de la rémunération des fonctionnaires, ce qui entraîne avec l'inflation une perte de pouvoir d'achat de plus de 13% (hors tabac) et plus de 15% (avec tabac) depuis 2000.

Conscient de la signification du résultat des élections de 2012 qui ont chassé Sarkozy et l'UMP du pouvoir pour en finir avec la politique des attaques contre les acquis ouvriers, le gouvernement est contraint d'associer les directions syndicales par le dialogue social afin d'éviter le surgissement d'une mobilisation. Il explique clairement que l'objectif de ce dialogue social est d'aboutir à une « opposition non conflictuelle » !

**L**a méthode du gouvernement pour faire passer ses réformes est celle de l'association capital-travail. Ainsi, l'ANI, formidable coup contre le Code du Travail, est riche d'enseignements : au lieu de dénoncer la teneur de l'accord qui se tramait entre le patronat et la CFDT sous l'égide du gouvernement, les directions confédérales de FO et de la CGT ont accepté le cadre des discussions et ont refusé de mobiliser les travailleurs contre ce projet. Nous en connaissons tous aujourd'hui le funeste résultat.

Mais la responsabilité des dirigeants syndicaux est d'autant plus totale qu'ils ont renouvelé l'expérience avec la réforme des retraites lancée par Ayrault. Ils ont accepté de se rendre à la seconde conférence sociale en juin 2013 et de participer à l'ensemble des discussions pendant l'été avec le gouvernement au lieu de mobiliser les travailleurs contre le projet. Cela a permis au gouvernement de présenter un projet de loi à la rentrée. L'appel de FO et de la CGT à une journée d'action interprofessionnelle de grève et manifestations le 10 septembre n'avait pour objectif que de peser sur les négociations, « pour faire bouger les lignes gouvernementales » comme le soulignait un responsable confédéral.

Ainsi les appareils syndicaux laissent entendre aux travailleurs que ce gouvernement pourrait mener une politique conforme à leurs intérêts, il suffirait pour cela qu'ils pèsent dans la balance. Cela renvoie la responsabilité sur le dos des travailleurs qui ne se mobilisent pas assez et dédouane complètement l'appareil de sa complicité !

Aujourd'hui le gouvernement prépare le budget 2014. Celui-ci concentre toute la politique du gouvernement. Il met en œuvre la poursuite des suppressions de postes et le gel du point d'indice dans la fonction publique et prépare les nouvelles attaques contre les travailleurs dont, entre autre, la remise en cause du système actuel de cotisations de sécurité sociale pour la branche famille en fiscalisant sur les ménages la part des cotisations patronales. De même par la fiscalité, il ponctionne durement les familles avec une réforme de l'impôt sur les revenus (accentuation du plafonnement du quotient familial ...), l'augmentation de la TVA .... Alors qu'il entérine les cadeaux pour les patrons au nom de la compétitivité des entreprises.

Ce budget doit être combattu avec détermination : **A bas le projet de budget 2014 !**

**I**l existe une majorité de députés PS et Front de Gauche à l'Assemblée Nationale : il faut lui imposer la satisfaction des revendications et en premier lieu le vote contre le projet de loi sur les retraites. Les directions syndicales doivent également être au service des salariés : qu'elles rompent immédiatement toutes ces négociations et organisent avec l'ensemble des travailleurs la mobilisation.

**Assez de dialogue social !**

Front unique des organisations d'origine ouvrière PS, FdG, CGT, FO pour :

- **Le retrait du projet de loi sur les retraites !**
- **L'arrêt de la MAP !**
- **Le retrait du projet de budget 2014**

*3 octobre 2013*

## **A bas la réforme des retraites !**

**Aucun allongement de cotisations, aucune augmentation des cotisations salariales !**

**Rupture du dialogue social : les directions syndicales doivent organiser le combat contre le gouvernement et cesser de le soutenir**

### **Le gouvernement choisit de continuer la réforme de Sarkozy-Fillon**

Comme chacun le sait, le gouvernement a lancé une nouvelle réforme des retraites. C'est Hollande qui a, dès le mois de mai dernier, fixé le cadre en annonçant sa volonté d'**allonger la durée de cotisation** ! Dès les 26 et 27 août, Ayrault a précisé que ce point n'était pas négociable. Pourquoi les directions syndicales ont-elles alors accepté de discuter de cette réforme avec le gouvernement qui s'inscrit dans la continuité de celle de 2010 ?

### **Un gouvernement contre les travailleurs**

Ayrault chausse donc aujourd'hui les pantoufles de Fillon, en allongeant la durée de cotisation pour atteindre 43 annuités de cotisation en 2035, applicable à la génération née en 1973. Le gouvernement a annoncé également, pour combler le soi-disant déficit (évalué à 7.6 milliards en 2020), une **hausse des cotisations patronales et salariales** (+ 0.3 point d'ici 2017) ce qui se traduira par une baisse du pouvoir d'achat pour les travailleurs.

Si la demande de la CFDT de réformer le système pour le calquer sur le modèle suédois à points - où le départ à la retraite et son niveau de pension sont variables en fonction du PIB - n'a pas été retenu, le système à points pour la soi-disant prise en compte de la pénibilité s'en inspire et divise les travailleurs. Au contraire, pour les secteurs d'activités pénibles, il faut exiger le retour à la retraite à 50/55 ans.

Alors que le PS avait combattu la réforme Fillon le gouvernement Hollande-Ayrault choisit de l'aggraver.

### **Le gouvernement Hollande-Ayrault : un gouvernement bourgeois à combattre !**

En 2012 les travailleurs et la jeunesse ont massivement utilisé le vote Hollande, non pas par adhésion au programme de ce dernier, mais pour en finir avec Sarkozy et sa politique anti-ouvrière. Ils ont à nouveau massivement utilisé le bulletin de vote PS (et dans une moindre mesure PG et PCF) aux législatives de juin pour porter à l'Assemblée Nationale une majorité de députés de ces partis.

En chassant Sarkozy et l'UMP du pouvoir, ils signifiaient clairement la volonté d'une autre politique favorable aux intérêts du salariat. C'est parce qu'il défend l'ordre bourgeois et les intérêts du patronat que, contre ce vote, Hollande a constitué avec Ayrault un gouvernement d'alliance avec des partis d'origine non ouvrière (Radicaux de gauche, EELV ...), un gouvernement donnant des garanties à la bourgeoisie française, malgré le vote qui a rejeté Sarkozy et l'UMP. (cf l'intervention au Mali ou ses intentions pour intervenir en Syrie aux côtés de l'impérialisme américain).

Ainsi, au nom de la résorption de la crise, il poursuit la RGPP de Sarkozy devenue MAP (Modernisation de l'Action Publique) et son lot de fusions et restructurations de services par des suppressions massives de postes de fonctionnaires. De même il impulse l'accord national interprofessionnel (ANI) qui allonge le temps de travail des salariés sans augmentation salariale.

Pourtant, cette crise est à la base une crise de surproduction typique du système capitaliste. Ce n'est pas aux travailleurs d'en supporter les conséquences. Plombé par cette crise, le déficit budgétaire de la France au mois de mai 2013 s'élève à 92 milliards d'euro. Le montant de la fraude fiscale (évasion à l'étranger ...) est estimé selon les économistes entre 60 et 70 milliards d'euros. Le cadeau fait au patronat via le CICE (Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi) a un coût annuel de 20 milliards d'euros. Ce gouvernement a donc fait clairement un choix et nous n'avons rien à en attendre.

### **Rupture du dialogue social !**

Parce qu'il sait pertinemment que ses choix s'inscrivent dans la continuité de ceux de Sarkozy et contre le sens du vote des travailleurs en 2012, le gouvernement, conscient d'un rapport de force entre les classes sociales en sa défaveur, est contraint de louvoyer, et de s'appuyer sur la duplicité des directions syndicales pour faire passer ses projets. Il a donc mis en place un dispositif pour associer les directions syndicales et empêcher toute « opposition conflictuelle ». C'est le sens des conférences sociales qu'il a convoquées et auxquelles ont accepté de se rendre toutes les centrales syndicales. La conférence de juillet 2012 a permis de mettre au point le calendrier des négociations qui a conduit à l'ANI et celle de juin 2013 les a associées au processus de négociations qui aboutit au projet de loi sur les retraites.

La fonction politique du gouvernement Hollande, gouvernement de Front populaire, qui s'appuie en permanence sur les centrales syndicales pour faire passer ses réformes anti-ouvrières, est d'empêcher, à la suite de la défaite de Sarkozy, de l'UMP et de toute la bourgeoisie, un surgissement des masses pour défendre leurs acquis, en exigeant par exemple l'abrogation de toutes les lois anti-ouvrières de Sarkozy.

Les confédérations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires ont décidé, après la conférence sociale de juin d'une journée de mobilisation le 10 septembre. Après avoir discuté cet été avec le gouvernement et après publication de son projet de loi, cette journée d'action n'est pas centrée sur le combat contre l'allongement de la durée de cotisation et le refus de toute hausse des cotisations salariales.

La responsabilité des directions syndicales n'est pas de soutenir les réformes anti-ouvrières, mais de défendre les acquis de toute la classe ouvrière qui, sur la question des retraites se concentrent dans :

- **retour au départ à 60 ans pour tous et à 55 voire 50 ans** pour les secteurs d'activités les plus exposés
- **retour aux 37.5 années de cotisation** pour finir ses vieux jours en bonne santé !
- **augmentation des cotisations patronales** jusqu'au retour à l'équilibre des déficits sociaux ce qui implique de revenir sur toutes les exonérations de cotisations patronales.

La responsabilité des directions syndicales, en particulier de la CGT et de FO, est de combattre les réformes anti-ouvrières, non de collaborer avec le gouvernement dont l'action montre qu'il s'attaque aux acquis ouvriers. Elles doivent rompre sans attendre toute discussion avec ce gouvernement !

### **Engager le combat en défense des acquis ouvriers**

#### **Combat classe contre classe**

Les travailleurs sont aujourd'hui confrontés au chômage, à la précarité, à la dégradation de leurs conditions de travail et de vie, à la baisse de leur pouvoir d'achat. Même si cette dégradation n'a pas atteint le niveau de certains pays européens, comme la Grèce ou l'Espagne, la classe ouvrière française a tout de même subi des attaques. Pour continuer à maintenir ses profits, la bourgeoisie française n'a pas d'autres choix que de mettre en cause les acquis ouvriers qui rognent ses profits.

Il ne s'agit donc pas d'attendre le retour des partis bourgeois, de l'UMP au pouvoir. Il faut défendre tous les acquis ouvriers, même en période de crise. La bourgeoisie entend maintenir et restaurer ses profits en faisant baisser le coût de la force de travail. Mais c'est cette force de travail qui enrichit le capital.

**Pour défendre les revendications, pour imposer à la majorité PS-PCF-PG à l'Assemblée un programme de défense de la classe ouvrière, les travailleurs ont besoin de leurs organisations. La responsabilité des directions syndicales est donc de défendre la valeur de la force de travail, et non pas de faire des propositions pour gérer la crise et sauver le capitalisme français.**

## Elections législatives en Allemagne : victoire sans majorité pour la CDU d'Angela Merkel

Le 23 septembre dernier, les élections législatives en Allemagne ont donné lieu à une victoire incontestable de la CDU d'Angela Merkel et de son allié bavarois (la CSU), et plus largement, à une nouvelle progression des partis de la bourgeoisie allemande.

Avec une participation globalement stable par rapport aux élections précédentes de 2008, la CDU/CSU gagne plus de 3,5 millions de voix ; avec 41,6% des suffrages, elle atteint son meilleur score depuis 1994. Elle arrive en tête dans la quasi-totalité des circonscriptions, et d'après les sondages, dans toutes les classes d'âges, et dans toutes les catégories socioprofessionnelles, à l'exception des chômeurs.

Partis	2013 (Voix)	%	2009 (Voix)	%	Évolution (voix)	Évolution %
CDU/CSU	18 157 256	41,6	14 658 515	33,8	+ 3 498 741	+7,8
FDP (Libéraux)	2 082 305	4,8	6 316 080	14,6	- 4 233 775	-9,8
SPD	11 247 283	25,8	9 990 488	23,0	+ 1 256 795	+2,8
Verts	3 690 314	8,5	4 643 272	10,7	- 952 958	-2,2
Die Linke	3 752 577	8,6	5 155 933	11,9	- 1 403 356	-3,3
AFD	2 052 372	4,7	-	-	+ 2 052 372	+4,7
Autres	2 619 117	6,0	2 606 902	6,0	+ 12 215	-

Mais ce succès s'effectue en partie au détriment de ses alliés, les libéraux du FDP.

### La crise de l'euro vient faire exploser le FDP

Le parti libéral, le FDP, allié traditionnel de la CDU/CSU et aiguillon traditionnel du capital financier s'est effondré, et pour la première fois depuis la guerre ne parvient pas à franchir la barre des 5% des suffrages nécessaires à l'obtention de députés au Bundestag.

Cette débâcle est certes le résultat d'un enchaînement bien particulier pour le FDP. En 2009, il obtient un score exceptionnellement élevé, pour des raisons indirectes : afin d'empêcher une reconduction de la grande coalition (CDU/CSU et SPD) qui avait dirigé le pays entre 2005 et 2009, la bourgeoisie avait voté en masse pour le FDP afin que celui-ci soit assuré de franchir le seuil des 5% (qu'il avait systématiquement franchi depuis la guerre), et que le FDP puisse remplacer le SPD au sein de la coalition gouvernementale.

Si l'objectif est atteint – le FDP récolta 14,6% des voix contre 7 à 10% en moyenne aux élections précédentes - la coalition entre le FDP et la CDU/CSU ne cessera d'afficher des positions divergentes, moins sur le fond que sur le rythme et la méthode des réformes. La divergence la plus commentée concernait la politique fiscale : malgré la crise, le FDP à peine de retour au gouvernement ne cessera de réclamer des baisses d'impôts, notamment pour ses électeurs aisés, alors que parallèlement la CDU/CSU a mis la réduction des déficits au centre de sa politique européenne. Très vite, accumulant divergences, maladresses et soupçons de corruption, le FDP accumule les scores médiocres au cours des élections régionales, en perdant plus de 6 parlements régionaux entre 2009 et 2012.

Cependant, au-delà de questions de forme, cet effondrement est bien lié aux divergences grandissantes au sein de la bourgeoisie allemande sur l'euro, sur les politiques monétaires et européennes. Le crash progressif du FDP est en effet parallèle à la crise de la monnaie unique, face à laquelle la bourgeoisie allemande s'est profondément divisée sur la meilleure politique à mener.

Si la CDU/CSU et le FDP n'ont pas eu la détermination ni les moyens politiques d'assumer les conséquences potentiellement ravageuses d'une sortie de la monnaie unique, des pans de plus en plus importants du capital financier allemand ont manifesté, toujours plus ouvertement, leur opposition à la poursuite de la politique de soutien à la monnaie unique. En juillet 2011, dans une « *Déclaration de Berlin* » 200, chefs d'entreprise familiales employant 200.000 salariés protestent contre ce qu'ils jugent une « *politique irresponsable d'endettement* » ; un an plus tard, ce sont 150 économistes qui protestaient publiquement contre l'approbation du MES (Mécanisme Européen de Stabilité). Certains d'entre eux avaient introduit des recours, sans succès, devant le Tribunal Constitutionnel de Karlsruhe.

Ces oppositions se manifestent également au sommet des institutions financières allemandes : le délégué allemand à la BCE, Jürgen Stark avait démissionné en 2011 ; même chose pour le gouverneur de la Bundesbank (Axel Weber), tandis que son successeur, Jens Weidmann, n'y est resté que sur « intervention personnelle de la chancière ». Tous rejettent ouvertement la politique de rachats d'obligations d'État par la BCE.

### **L'irruption d'Alternative für Deutschland**

**L**a fondation du nouveau parti « Alternative für Deutschland » en février 2013, qui place au cœur de son programme le retour aux monnaies nationales (ou à un « euro du Nord ») constitue l'aboutissement politique de ces oppositions. La parti provient sans ambiguïté du cœur de la bourgeoisie allemande : parmi ses membres fondateurs, on trouve Bernd Lucke, professeur d'économie à l'Université de Hambourg ; Konrad Adam, éditorialiste dans des journaux conservateurs (Frankfurter Allgemeiner Zeitung), ou encore Hans-Olaf Schenkel, ancien dirigeant du BDI, une des deux principales unions patronales allemandes – et ancien membre du FDP !

Bien que ne comptant que quelques mois d'existence, l'AfD manque aussi de peu l'entrée au Parlement avec un score de 4,7% presque identique à celui du FDP. Ses scores sont plus importants dans les zones de force des libéraux à l'ouest de l'Allemagne, notamment dans les faubourgs aisés de Francfort, Mannheim ou Karlsruhe, mais c'est dans l'Est de l'Allemagne que ses scores sont les meilleurs, notamment en Saxe (région de Leipzig et Dresde) où les partis d'extrême-droite réalisent traditionnellement leurs meilleurs scores. Sa montée en puissance, si elle devait se confirmer, rendrait la situation politique particulièrement instable en dynamitant le jeu d'alliances traditionnel au sein des partis de la bourgeoisie allemande.

### **Le SPD continue à payer sa prise en charge des réformes anti-ouvrières**

**L**e SPD, le parti-social démocrate allemand, regagne certes quelques suffrages – 1,2 millions de voix supplémentaires - mais avec 11 millions de voix, il demeure très loin de son score de 2005 (16 millions de voix), et presque encore inférieur de moitié au score de 1998 (20 millions de voix) qui avait permis l'arrivée de Gerhard Schröder au poste de chancelier. De piètres résultats qui sont pourtant la conséquence logique de la candidature de Peer Steinbrück, proche de Schröder et ancien ministre des Finances de la grande coalition (2005-2009).

Depuis 1945, le SPD n'aura gouverné au niveau fédéral que durant les années 70, au sein de coalitions sociales-libérales... avec le FDP. Et en 1989, alors que le mouvement des masses met à bas le régime stalinien à l'Est de l'Allemagne, le SPD, sous la direction d'Oskar

Lafontaine, se prononce contre la réunification, s'aliénant durablement le soutien des Allemands de l'Est, et offrant un boulevard à la CDU, qui depuis lors reste solidement ancrée à l'Est.

Aussi lorsque le SPD remporte les élections fédérales en 1998, il s'agit d'un événement majeur. Mais la coalition de front populaire qui se met en place (SPD/Verts) sous la direction de Schröder aura un rôle politique tout autre que celui pour lequel il a été élu : il s'agira de prendre en charge la crise du capitalisme allemand, affaibli par les coûts de la réunification, la montée du chômage et la force des acquis de son prolétariat. Sous sa direction, la mise en place de « l'Agenda 2010 » en 2003 (et notamment les lois Hartz) liquide l'assurance-chômage et des pans entiers du droit du travail, ouvrant la voie à une profonde dégradation des conditions de travail du prolétariat allemand, notamment pour les travailleurs non qualifiés contraints de travailler pour des salaires de misère (qualifiés en Allemagne de « Hungerlohn », soit de « salaire de la faim »). Ainsi en 2011, plus de 7 millions de travailleurs étaient payés moins de 8,50€ brut de l'heure (soit moins que le SMIC français), dont 4,5 millions touchaient moins de 7€ brut, et 1,8 millions moins de 5€ brut ; pour beaucoup d'entre eux, les cotisations retraites n'étaient pas incluses, ou à un niveau dérisoire... Un véritable « servage » que les travailleurs ne peuvent même plus refuser sous peine de perdre ce qui reste d'allocation chômage (le fameux « Hartz IV » plafonné à 374€ pour un célibataire) ; en 2012, plus d'un million de chômeurs allemands ont ainsi été financièrement sanctionnés !

En 2003-2004, Schröder avait réussi à mater la contestation interne au sein des syndicats et du SPD (un congrès extraordinaire avait dû être convoqué sous la pression des militants), puis le mouvement des masses initié à l'Est, particulièrement touché par la liquidation de l'assurance-chômage : les « Montagsdemo » (« manifestation du lundi ») rassembleront jusqu'à 200.000 personnes, avant de refluer en l'absence de débouché politique. Mais le SPD en ressortira exsangue : il perdra en quelques années plusieurs centaines de milliers d'adhérents, ainsi que sa majorité au Bundesrat suite à la défaite historique en 2005 du SPD dans le Land de Rhénanie du Nord-Westphalie (comprenant ses fiefs ouvriers de la Ruhr), dirigé par Peer Steinbrück fervent partisan de l'Agenda 2010.

Depuis 2011, aux élections locales, on pouvait toutefois observer une certaine remontée du SPD, en particulier dans ses zones de force du Nord de l'Allemagne, vote de protestation contre Merkel. Il regagne une majorité dans plusieurs Länder (Hambourg, Schleswig-Holstein, Basse-Saxe), et très symboliquement dans le Land de Rhénanie-du-Nord Westphalie en 2012.

C'est dans ce cadre qu'il faut interpréter la candidature aux élections fédérales de Steinbrück en 2013 (après celle de l'ancien bras droit de Schröder, Steinmeier, en 2009). L'appareil du SPD, qui assume ouvertement et complètement la politique des « réformes » menées par Schröder, cherche à barrer la route à toute tentative du prolétariat de se mobiliser sur le plan électoral. Steinbrück, au-delà de son rôle de garant fidèle et constant des intérêts de la bourgeoisie au sein du SPD, n'a pas hésité à saborder de bout en bout la campagne (il fut ainsi surnommé « le problème »), en finissant sur une de ses dernières couvertures de magazine par un doigt d'honneur - adressé à qui si ce n'est à la classe ouvrière - afin de bien lui signifier de ne pas utiliser le SPD comme outil pour chasser Merkel ? Ayant obtenu un score médiocre dans sa propre circonscription (34%, contre 49% à la CDU), il n'attendra pas 3 jours pour démissionner de ses responsabilités au sein du SPD comme du Parlement, une fois le sale boulot effectué.

Malgré la candidature de Steinbrück, le SPD progresse néanmoins légèrement en voix (1,2 millions de voix supplémentaires), mais essentiellement à l'ouest et dans les circonscriptions du nord de l'Allemagne où il est le plus implanté. Ainsi dans la Ruhr, il dépasse à nouveau le

plafond des 40% des voix dans la plupart des circonscriptions, seuil qu'il n'avait pu franchir en 2009 – mais il en rassemblait traditionnellement plus de 50%...

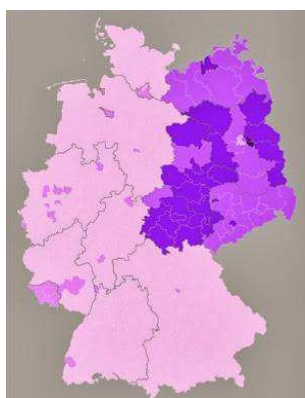
La situation est pire à l'Est, où ses positions déjà faibles (15 à 25%) enregistrent un nouveau recul. Pour de nombreux travailleurs, et particulièrement à l'Est, pour tous ceux qui ont enduré l'incroyable recul provoqué par l'Agenda 2010, il est devenu impossible de voter pour le SPD.

### Die Linke recule aussi

**E**n 2009, die Linke avait rassemblé plus de 5 millions de voix, obtenant de loin son meilleur score, en ayant réussi à maintenir ses scores traditionnellement élevés à l'Est avec une forte progression à l'Ouest, notamment dans les circonscriptions ouvrières - dans la Ruhr, en Sarre, à Brême ou Hambourg. Rien de tel cette fois-ci : malgré la faiblesse persistante du SPD, die Linke recule partout et perd le quart de ses voix, tant à l'Est qu'à l'Ouest. Car comme pour le SPD, mais pour d'autres raisons, die Linke demeure un véritable repoussoir en raison de ses origines.

Die Linke est en effet constitué d'un regroupement sans principe entre deux branches. La première, c'est le PDS, qui n'est autre que la continuité de la SED, l'ancien parti unique stalinien qui a dirigé la RDA. Loin d'être issu du mouvement ouvrier, le PDS est à l'inverse, issu de la destruction du mouvement ouvrier à l'Est de l'Allemagne par la bureaucratie stalinienne après 1945, et notamment la liquidation – parfois physique – de militants syndicaux et du SPD s'opposant à la politique de Staline. Après la réunification, le PDS a joué un rôle majeur dans la réintroduction du capitalisme à l'Est, ses cadres ayant participé notamment à conduire les privatisations pour le compte de la bourgeoisie allemande. Sur le plan électoral, le PDS n'a donc logiquement jamais percé à l'Ouest, et alors en perte de vitesse, le PDS est exclu du Bundestag suite aux élections de 2002 (ne réunissant que 4% des voix).

La deuxième branche est issue de l'organisation « WASG », créée en 2004 par quelques cadres moyens de la bureaucratie syndicale à l'Ouest, ayant quitté le SPD suite à la mise en place de l'Agenda 2010. Demeurée faible numériquement en raison d'une ligne politique sans issue (comment recréer une « bonne » social-démocratie en lieu et place du SPD ?), elle échoue à percer aux élections régionales de Rhénanie du Nord – Westphalie au printemps 2005, et se résout, pour des questions techniques liées à la loi électorale allemande, à se présenter sur des listes du PDS aux élections de septembre 2005, sous l'impulsion d'Oskar Lafontaine. Le résultat est arithmétiquement satisfaisant (un score de 8,7%) et les deux organisations engagent leur fusion au sein de « Die Linke », qui aboutira en 2007. Mais c'est aussi un suicide politique pour les militants ouvriers de WASG, qui lient leur destin à une organisation affaiblie mais nettement plus puissante qu'eux (60.000 membres contre 8.000), qui n'a rien d'ouvrier, et dont l'appareil est confortablement installé dans la gestion des affaires à l'Est, attaché à la défense de l'Etat bourgeois.



*La carte représentant les scores de die Linke montre combien le parti reste davantage implanté à l'Est : les scores les plus importants à l'Ouest notamment dans la Sarre et quelques grandes villes sont inférieurs à tous les scores enregistrés à l'Est. Même à Berlin, la situation est tranchée entre les deux anciens secteurs de la ville (inférieur à 10% dans ce qui était Berlin-Ouest, contre 25 à 35% à Berlin-Est).*

Le rôle politique de Die Linke, assigné par Lafontaine et le PDS est clair : il s'agit de prévenir et de dévoyer toute irruption des masses sur la gauche du SPD, tant à l'Ouest qu'à l'Est. Die Linke a ainsi réussi à canaliser nombre de groupes dits « d'extrême-gauche », issus ou non de la 4<sup>ème</sup> Internationale, qui sont venus dans die Linke, notamment à l'Ouest, et se sont

bureaucratisés dans les appareils locaux... avant de mieux refluer compte-tenu des contradictions implacables sur lesquelles l'organisation est bâtie.

Le reflux électoral de Die Linke, malgré la paupérisation d'une partie du prolétariat allemand et la faiblesse du SPD, la persistance de scores tranchés entre l'Est et l'Ouest, même à Berlin, démontrent malheureusement la réussite de Lafontaine dans le dévoiement et la division du prolétariat allemand.

### Quelle perspective politique pour le prolétariat allemand ?

**L**e prolétariat allemand, par son histoire, son importance, et par la place qu'il occupe, joue un rôle central en Europe. Malgré des mobilisations sans précédent (grèves sauvages brisant la cogestion chez Daimler et Opel, manifestation massive des étudiants avec occupation d'université contre l'introduction de frais de scolarité, Montagsdemo...) les défaites enregistrées durant la décennie 2000 se sont répercutées sur l'ensemble du continent – en France comme dans les autres pays - et a fragilisé l'ensemble des travailleurs européens dans la défense de leurs acquis.

Le prolétariat allemand apparaît aujourd'hui profondément divisé : d'une part les travailleurs qualifiés travaillant dans les grandes industries exportatrices et couverts par des conventions de branche continuent de bénéficier de conditions appréciables ; d'autre part, les travailleurs peu qualifiés et travaillant dans les services ont subi de plein fouet les réformes et la paupérisation. Cité dans Libération le 30 juillet 2013, un ouvrier de l'imprimerie travaillant hors convention résume amèrement la situation : *« Les conventions collectives, c'est la noblesse du prolétariat ! (...) Ce sont les employés de Volkswagen, qui touchent 7 000 euros de primes en fin d'année pour que le patron reçoive tous ses millions sans résistance ! »*.

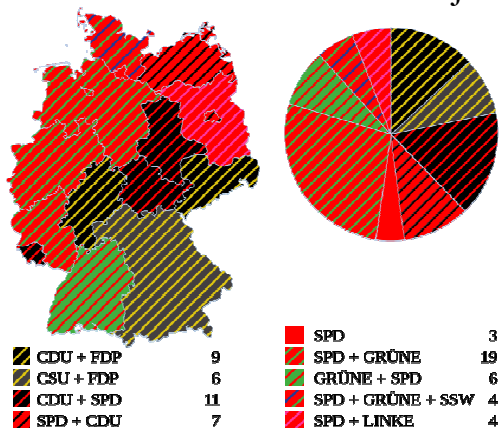
Aujourd'hui, à peine plus de 50% des travailleurs à l'Ouest bénéficient d'une convention de branche (ils étaient encore 70% en 1996), et seulement un peu plus d'un tiers à l'Est – or les conventions de branche rassemblent la plus grande partie des acquis du prolétariat allemand. Et la situation est pire encore pour les travailleurs immigrés, notamment pour les nombreux travailleurs originaires d'Europe de l'Est.

La question de l'introduction d'un salaire minimum généralisé en Allemagne, largement évoquée durant la campagne, revêt à ce titre un rôle fondamental pour mettre fin aux salaires de misères.

Mais il est symptomatique des contradictions qui traversent les organisations ouvrières allemandes. Traditionnellement, les appareils syndicaux en rejetaient le principe, car un salaire minimum mettait en cause la cogestion, « l'autonomie tarifaire » des conventions négociées paritairement auxquels la bureaucratie syndicale était fondamentalement attachée. Face à l'explosion des bas salaires, les directions syndicales puis celle du SPD se sont finalement ralliées au principe d'un salaire minimum de 8,50€ brut de l'heure (9,43€ en France).

Mais au-delà du principe, si jamais un salaire minimum devait voir le jour (ce qui est douteux tant cela serait potentiellement ravageur pour les profits de toute une partie de la bourgeoisie allemande – le gouverneur de la Bundesbank, Jens Weidmann, a déjà appelé à le rejeter catégoriquement), les conditions de mise en œuvre ne seront pas neutres pour le prolétariat. La CDU/CSU, historiquement opposé à tout salaire minimum, propose déjà ses propres solutions afin de désamorcer cette revendication centrale pour le prolétariat. Les partis bourgeois proposent d'instaurer un salaire minimum par branche, divisant les travailleurs, isolant les moins organisés et susceptible d'être négocié en l'échange d'autres contreparties. Le risque est réel de troquer un salaire minimum utile, mais d'un niveau peu élevé, contre une nouvelle dégradation de l'ensemble des autres acquis qui se traduirait par une mise en cause des conventions collectives de branche. Cela montre bien comment il est vital pour le prolétariat, en Allemagne comme ailleurs, de défendre des revendications qui unifient les travailleurs et renforcent l'unité de la classe.

L'impérialisme allemand est actuellement triomphant, et la victoire de Merkel en est le plus fidèle témoignage. Mais derrière ce score, les fragilités de la bourgeoisie allemande n'ont pas disparu, alors que la question européenne devrait rester explosive dans les mois à venir. La division des partis, aggravée par l'irruption d'AFD, risque de rendre le pays ingouvernable. Déjà, le Bundesrat, la chambre haute du Parlement, est quasiment privé de majorité compte tenu de la multiple configuration des alliances au niveau régional (9 coalitions différentes pour 16 Länder !). Les élections régionales en Hesse (région de Francfort), qui se sont déroulées le même jour que les élections fédérales, ont une nouvelle fois abouti à l'absence d'une majorité claire.



*Le Bundesrat, la chambre haute du Parlement, est constitué des représentants directs des coalitions régionales. A l'inverse de la CDU, actuellement minoritaire, le SPD est présent dans la majorité des gouvernements régionaux, mais ses voix sont neutralisées dans les 5 régions gouvernées par des grandes coalitions CDU/SPD.*

*Mais même un accord entre SPD et CDU ne suffit pas: aucune majorité n'est possible sans y ajouter l'apport des voix du FDP ou des Verts !*

### Pour un rassemblement de la classe ouvrière contre la classe bourgeoise

Dans cette situation, la classe ouvrière allemande pourrait tirer parti d'éventuelles dissensions au sein de la bourgeoisie pour tenter de surgir sur son propre terrain de classe. Mais la division des organisations ouvrières apparaît pour l'heure insurmontable tant la trahison du SPD comme l'opportunisme de Die Linke font de ces deux organisations de véritables repoussoirs.

Le Front unique ouvrier doit se réaliser sur la base des seules revendications ouvrières à même d'unifier le prolétariat et impulser une mobilisation :

- **L'abrogation de toutes les réformes Schröder et Merkel sur les contrats de travail (suppression des mini-jobs), sur l'assurance-chômage, sur la réforme de la santé et la retraite !**
- **L'instauration d'un salaire minimum interprofessionnel qui s'impose à tous les patrons !**
- **L'extension des conventions à tous les travailleurs de toutes les branches !**

Sur cette base la classe ouvrière doit imposer aux partis d'origine ouvrière :

- **la rupture avec l'héritage Schröder et avec toute coalition entre le SPD et les partis bourgeois (CDU/CSU/FDP/AfD);**
- **la rupture de la cogestion des organisations syndicales avec le patronat ce qui nécessite d'abroger les lois qui l'organisent ;**

Dans ce mouvement, les travailleurs allemands auront à éjecter la bureaucratie dans toutes ses composantes (la bureaucratie syndicale « cogestionnaire » avec le patronat comme les débris de l'ex-bureaucratie stalinienne).

**A bas toute intervention militaire, toute menace de frappe et tout contrôle impérialiste en Syrie, y compris sous mandat de l'ONU !**

**Il faut imposer à la majorité de députés PS et Front de gauche à l'Assemblée Nationale qu'elle se prononce contre toute intervention française, sous quelque forme que ce soit, en Syrie**

**E**n 2011, dans la continuité du soulèvement révolutionnaire au Maghreb et au Moyen-Orient, les masses se soulevaient en Syrie contre la dictature de Bachar el Assad. Aujourd'hui, le peuple syrien doit faire face aux tentatives des impérialismes d'intervenir pour contrôler une situation devenue explosive pour la région, particulièrement pour l'État d'Israël.

### **L'histoire de la Syrie est liée à la politique impérialiste au Proche et Moyen-Orient**

**A**près avoir été dominée par les Empires grec et romain sous l'Antiquité, la Syrie passa sous domination perse à partir du VIème siècle. En 1200, elle est contrôlée par l'Égypte. Avec la prise de Constantinople en 1453, la domination ottomane s'exerce sur la Syrie à partir de 1515 et dure quatre siècles. La Syrie devient province de l'Empire ottoman. C'est une période où les populations subissent de nombreuses exactions de la part d'un pouvoir corrompu. Cependant les Syriens développent leur commerce avec les puissances européennes (Grande-Bretagne, pays germaniques) mais restent sous domination ottomane à la différence du Liban qui devient autonome.

En 1832 le vice-roi d'Égypte Mehemet Ali, qui a réussi à s'affranchir de la tutelle des Turcs, conquiert la Syrie avec son fils, par la force et par la négociation avec le sultan. Cependant en raison de soulèvements et de révoltes des populations, les grandes puissances européennes s'inquiètent de cette situation et Mehemet Ali abandonne ses prétentions sur la Syrie en 1840, date à laquelle la Turquie exerce une reprise en main ferme sur cette région.

**L**e nationalisme arabe en Syrie émerge au début du XXème siècle. Pendant la 1ère Guerre mondiale, l'Empire ottoman entre en guerre aux côtés de l'Allemagne, tandis que les nationalistes arabes choisissent de soutenir les Anglais et les Français. Une répression s'abat alors sur eux. A la fin de la Grande Guerre, un gouvernement arabe est formé. Lors de la conférence de la paix qui s'ouvre le 18 janvier 1919 à Paris, les impérialismes Français et Britannique se disputent le partage des territoires arabes. La Syrie passe sous mandat français. Le texte est rejeté par les gouvernements français et britannique qui refusent de reconnaître le royaume indépendant de Syrie proclamé le 8 mars 1920 par le Congrès général syrien. Le 25 avril 1920, à San Remo, la France et la Grande-Bretagne finalisent le partage des mandats. Une fois la nouvelle connue, des émeutes se produisent en Syrie. Les Français décident alors d'imposer les mandats par les moyens militaires. Les troupes arabes sont battues par la troisième division de l'armée du Levant à 20 km de Damas. Le 25 juillet 1920, les Français occupent la ville et ordonnent à Fayçal de partir et partitionnent la Syrie.

**D**ans les années 30, les nationalistes arabes fondent le parti Baath syrien, sur le modèle du parti Baath irakien. Le 8 juin 1941, les troupes britanniques et celles de De Gaulle entrent en Syrie et y proclament l'indépendance - que le général de Gaulle n'est cependant pas disposé à reconnaître. Contraint par les Anglais, il accepte la tenue d'élections au cours de l'été 1943, qui sont remportées par le Bloc National. Au cours l'été 1944, la République syrienne est reconnue par l'Union Soviétique et par les États-Unis. A la suite des émeutes nationalistes de mai 1945, les troupes françaises quittent la Syrie le 17 avril 1946 (jour de Fête nationale). Dès 1946, face aux vellétés de l'impérialisme international de coloniser la Palestine, des volontaires sont appelés pour combattre auprès des Palestiniens. Le parti Baath se développe à ce moment-là et noue des liens avec la bureaucratie

stalinienne. Le 4 avril 1947 s'ouvre le congrès de fondation du Baath à Damas, réunissant des Libanais, des Palestiniens et des Jordaniens. Le 14 mai 1948 est proclamé l'État d'Israël, sous mandat de l'ONU, reconnu aussi bien par l'impérialisme américain que par la bureaucratie stalinienne. L'État syrien participe à la première guerre israélo-arabe et signe un accord d'armistice avec Israël le 20 juillet 1949.

**D**ans les années 50 ont lieu de nombreux coups d'état militaires dont l'objectif est de briser les masses syriennes qui soutiennent le combat du peuple palestinien contre l'État d'Israël et d'empêcher les grèves. Au milieu des années 50, les dirigeants syriens se rapprochent de Moscou par le biais d'un traité d'assistance technique et économique dans le but de contenir les mobilisations des masses en défense du peuple palestinien. La Syrie se rapproche alors de l'Égypte de Nasser. Le Baath arrive au pouvoir au début des années 60, dont les dirigeants ont participé à la guerre d'indépendance de l'Algérie. Les industries pétrolières demeurent entre les mains de l'État. Face à l'opposition de la bourgeoisie syrienne, incarnée politiquement par les Frères musulmans, la propriété privée est maintenue. Lors de la guerre des Six jours, la Syrie perd le plateau du Golan. Le gouvernement syrien trahit le peuple palestinien lors du Septembre « noir » 1970 en ne portant pas secours aux Palestiniens qui sont chargés par l'Armée du roi Hussein de Jordanie.

**D**ébut 70, le père du dictateur actuel, Hafez el Assad dirige le pays. Il libéralise l'économie (création de zones franches) et se plie aux injonctions des États-Unis comme de l'URSS de reconnaître l'État d'Israël et de cesser toute intervention armée contre cet État (cf la dernière guerre en date, la guerre du Kippour). Les masses arabes, et plus particulièrement palestiniennes perçoivent la rencontre d'Assad avec Nixon comme une véritable trahison. Le régime Syrien, en soutenant les milices chrétiennes pro-israéliennes du Liban en 1976, franchit un pas supplémentaire dans cette trahison : il participe à l'élimination de la résistance palestinienne. Cette trahison provoque en Syrie des mobilisations, qui seront réprimées militairement par le régime. Mais le régime syrien tente de prendre le contrôle du Liban autrefois englobé au sein de la Grande Syrie. Le Liban est un État artificiel que l'impérialisme français a créé de toute pièce après le dépeçage de l'empire Ottoman, en s'appuyant politiquement sur sa minorité chrétienne. Il fait tampon entre Israël et la Syrie.

Au début des années 80, Israël envahit le Liban pour faire cesser les attaques palestiniennes sur la Galilée. Alors qu'Israël enregistre quelques échecs, la Syrie regagne ses positions.

Au début des années 90, lors de la première guerre du Golfe, la Syrie s'engage aux côtés des impérialismes pour intervenir en Irak. L'histoire de la Syrie, comme celle de pays voisins, est étroitement liée, depuis la Seconde guerre mondiale, à l'existence de l'État d'Israël, État colonial, créé de toute pièce par l'impérialisme, en premier lieu par l'impérialisme américain pour s'implanter durablement en Palestine, en chassant les Palestiniens ou en les enfermant dans les territoires occupés, avec pour fonction d'être le bras armé de l'impérialisme au Moyen Orient.

**L**a solidarité historique du peuple syrien, comme du peuple égyptien, avec le combat du peuple palestinien contre l'État d'Israël, a été trahie par les dirigeants syriens (en 1973 lors de la guerre du Kippour, à l'occasion des accords de Camp David en 1978 et d'Oslo-Washington en 1993 qui ont fait reconnaître l'État d'Israël par l'OLP et par la plupart des régimes arabes) sous la double pression de l'impérialisme américain et de la bureaucratie stalinienne d'avant 1990. Il faut rappeler que les États du Proche et Moyen-Orient sont issus du dépeçage de l'Empire ottoman par les rapaces impérialistes après la Première guerre mondiale. C'est ce qui explique le combat incessant des minorités contre les pouvoirs centraux dictatoriaux. Ce combat est légitime mais doit se regrouper pour aboutir à se libérer et du joug impérialiste et de leurs valets au pouvoir dans ces pays.

## 2011 : le soulèvement populaire contre la dictature de Bachar el Assad

**A**près la vague révolutionnaire démarrée en Tunisie puis en Égypte qui s'est propagée à tout le Moyen-Orient, les masses syriennes ont engagé le combat contre le dictateur Bachar el Assad. Les masses et notamment la jeunesse se sont spontanément organisées en Comités Locaux de Coordination (CLC), qui ont été dès le départ la principale force d'opposition syrienne sur le terrain. Regroupés dans une instance générale de la révolution syrienne, ils ont fédéré le mouvement de contestation par ville et par quartier. Ils ont notamment organisé un système parallèle d'entraide, par exemple pour soigner leurs militants blessés hors des hôpitaux surveillés par les forces syriennes de sécurité. Dès le départ, le mouvement est brutalement réprimé. Les premières manifestations à Deraa, en mars 2011, s'étendent rapidement à toutes les grandes villes du pays, mais l'armée de Bachar el Assad ouvre le feu et fait des dizaines de morts parmi les manifestants. Puis face à la protestation, elle engage le siège des villes de Deraa, Homs et Hama, pour tenter de mater la rébellion.

Devant cette militarisation du conflit, les CLC sont rapidement marginalisés au profit de groupes armés de multiples tendances, principalement unis pour en découdre avec le régime de Bachar-el-Assad. Les forces nationalistes constituent l'ossature de l'Armée syrienne de libération (ASL) principalement financée par l'Arabie Saoudite, la Jordanie et derrière, les Etats-Unis ; les groupes armés islamistes de diverses obédiences seraient principalement financés par des fonds privés du golfe persique. Les Kurdes, isolés du reste du pays, constituent une force autonome dans le Nord-est.

Alors que quelques semaines avaient suffi aux masses tunisiennes et égyptiennes pour chasser Ben Ali et Moubarak, deux ans d'un conflit armé particulièrement féroce – des dizaines de milliers de morts, des millions de réfugiés – n'ont pas réussi à faire vaciller le régime, et la situation semble sans issue. Car le pays est devenu un véritable champ de bataille entre impérialismes.

### Un champ de batailles entre impérialismes

Au Proche et au Moyen-Orient, les impérialismes n'ont cessé de s'appuyer sur différents groupes politiques et religieux. Ils se sont appuyés tantôt sur le nationalisme arabe (et notamment sur les régimes baathistes d'Hafez-el-Assad en Syrie ou Saddam Hussein en Irak), tantôt sur les groupes « religieux » - milices chrétiennes au Liban ou branches « islamistes » en Afghanistan contre l'URSS, au gré des opportunités, pour peu que cela lui permette de s'assurer le contrôle politique des masses. Le rôle de cette politique est bien compris : aviver les tensions entre États (aux frontières souvent artificielles), entre minorités ethniques et religieuses pour diviser et démoraliser les masses, contrôler leur potentiel révolutionnaire, s'assurer qu'aucune force politique autonome ne puisse émerger, et ce, afin de mieux contrôler la région et notamment ses immenses ressources d'hydrocarbures. L'Etat d'Israël, puissance militaire incontournable dans la région, tient une place centrale dans ce dispositif. Les masses syriennes, comme les masses irakiennes quelques années plus tôt, subissent les brutales conséquences de cette politique qui écrase les peuples arabes. En Irak, les forces impérialistes menées par les USA avaient armé le régime de Saddam Hussein contre l'Iran des Mollahs, avant d'utiliser contre lui les groupes religieux chiites pour ensuite l'abattre, faisant sombrer ainsi le pays dans une confusion et une anarchie dont les masses subiront toute la violence.

Ni l'impérialisme, ni le régime de Bachar-el-Assad ne souhaitent rééditer ce scénario. L'impérialisme américain n'ayant plus les moyens d'une intervention militaire, privilégie l'enlèvement, mais veille à ce que la situation reste contrôlable, notamment pour veiller à préserver l'Etat d'Israël – notamment en finançant l'ASL via l'Arabie Saoudite. Bachar-el-Assad, qui était invité par Nicolas Sarkozy en 2008, pour coprésider à Paris l'Union pour la Méditerranée (avec Hosni Moubarak !) – avant d'être « honni » - s'appuie sur la Russie et la Chine pour éviter de subir le même sort que Saddam Hussein, Moubarak ou Kadhafi. L'impérialisme français reste dans les parages sans quitter des yeux ses intérêts particuliers

au Liban, appuyé sans conviction par l'impérialisme britannique, tandis que le Qatar ou les groupes religieux privés du Golfe avancent leurs pions.

Dans l'après-guerre, le peuple syrien avait porté le nationalisme arabe et les El-Assad - avant d'être trahi - pour lutter contre l'impérialisme et soutenir les Palestiniens. Il subit désormais toutes les contradictions, tous les affrontements entre les impérialismes.

### **A bas toute coalition impérialiste en Syrie !**

**P**our faire face à la situation d'instabilité que provoque la rébellion contre le dictateur Bachar el Assad, l'impérialisme américain a annoncé, à la sortie de l'été, une intervention militaire en Syrie. Elle a aussitôt été appuyée par Hollande, qui s'est inscrit dans la pure tradition bonapartiste de la 5ème République française, en s'assurant d'une Union Sacrée avec l'UMP. Si une intervention n'est aujourd'hui plus immédiatement d'actualité – l'impérialisme américain favorise le statu quo et l'enlisement, qui affaiblit chaque partie, anéantit les masses et renforce relativement Israël – elle reste toujours envisageable dans les semaines à venir si la situation devait dégénérer et devenir incontrôlable.

Dans cette situation, la responsabilité du mouvement ouvrier en France est que s'organise le Front unique contre toute intervention, contre tout contrôle et contre toute menace d'intervention en Syrie. La responsabilité des députés du PS et du Front de Gauche est de s'opposer, par tous les moyens, à toute intervention impérialiste en Syrie, y compris sous mandat de l'ONU ou de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) alors même que les trusts militaires vendent très tranquillement ces mêmes armes chimiques partout dans le monde ! Assez d'hypocrisie !

### **Dehors l'impérialisme du Proche et Moyen-Orient !**

**E**n France, les organisations du mouvement ouvrier, comme la CGT, s'en remettent à l'ONU pour trouver une solution. Les interventions armées décidées via l'ONU, que dirigent les puissances impérialistes, ne sont pas de nature différente des interventions directes des impérialismes. C'est toujours l'impérialisme qui frappe.

L'exigence que doit porter le mouvement ouvrier international, et en premier lieu en France, c'est le retrait immédiat de toutes les troupes militaires du Moyen-Orient, mer Méditerranée comprise. Ce combat contre toute présence impérialiste doit également s'orienter vers le contrôle des secteurs clés de l'économie, ce qui implique de chasser les trusts impérialistes de la région, en particulier miniers et de garantir un contrôle par l'État, par un État ouvrier ou par un État ouvrier et paysan dans certains pays. Mais l'expropriation des trusts impérialistes et la collectivisation de l'économie ne peut se réaliser à l'échelle d'un pays.

### **Pour les États-Unis socialistes du Moyen-Orient !**

La responsabilité du mouvement ouvrier international est d'aider militairement et politiquement les masses arabes dans leur combat contre les dictatures du Moyen-Orient, en particulier en Syrie. En France, il faut imposer à la majorité PS-Front de gauche d'empêcher toute intervention, tout contrôle de la Syrie, sous quelque forme que ce soit.

## Égypte – Tunisie : Combat classe contre classe

Les révolutions tunisiennes et égyptiennes ont chassé en 2011 les dictateurs du pouvoir. C'est à partir du moment où la classe ouvrière est entrée en combat, notamment en Égypte quand les travailleurs des usines de Mahalla ont fait grève pour aller manifester par milliers, que les dictateurs sont tombés. Mais ils ont été remplacés par des gouvernements dits « techniques » ne remettant en réalité pas en cause le pouvoir de la bourgeoisie ni la présence des entreprises impérialistes. Des élections ont eu rapidement lieu dans ces deux pays, et en l'absence de parti ouvrier, ce sont les partis conservateurs dits « islamistes » qui ont remporté les élections, malgré la forte abstention (autour de 50 %). Ces partis conservateurs bourgeois n'ont pas œuvré à la destitution des dictateurs mais en ont récolté les fruits. Les revendications économiques et sociales des travailleurs n'ont pas été satisfaites alors même que les masses connaissent chômage, hausse des prix, exploitation. Sur le plan des libertés démocratiques, ces gouvernements islamistes bourgeois ont œuvré au renforcement autoritaire du pouvoir, au travers notamment des nouvelles constitutions.

Alors que le printemps arabe de 2011 regroupait de larges couches sociales des sociétés tunisienne et égyptienne, des avocats, journalistes, étudiants, travailleurs et que les revendications portaient essentiellement sur les libertés démocratiques (droit d'expression, de liberté d'information, d'organisation, de démocratisation des institutions ...), à l'heure actuelle les conditions de vie et de travail sont au cœur des préoccupations des masses. Mais le pouvoir politique et économique n'a pas changé de mains, bien au contraire. La bourgeoisie de ces deux pays reste aux manettes, aux mains du pouvoir des militaires en l'Égypte par exemple.

Pour satisfaire leurs revendications, les masses de ces pays ont besoin de construire leurs propres organisations de classe pour pouvoir s'affranchir de leur bourgeoisie inféodée aux différents impérialismes.

### A bas la dictature militaire en Égypte !

Le 30 juin dernier, le gouvernement Morsi dirigé par les Frères musulmans a été destitué sous le coup d'un double joug : d'une part les manifestations de millions d'égyptiens contestant la politique anti-démocratique de Morsi et d'autre part par un coup d'État militaire remettant directement le pouvoir à l'Armée. Il faut rappeler qu'en Égypte, ce sont les cadres de l'Armée qui possèdent les secteurs clés de l'économie, sorte de capitalisme d'État. Les Frères musulmans ont été délogés par l'Armée car ils suscitaient trop d'opposition dans les masses et ils tentaient d'imposer la confrérie dans l'organisation de l'État et de l'économie au détriment des caciques militaires. Or, les Frères musulmans, en remportant les premières élections après le renversement de Moubarak, ont pu accéder au pouvoir avec la bénédiction de l'Armée et des différents impérialismes d'ailleurs.

L'Armée a procédé lors de ce coup d'État à une répression féroce, sous couvert de lutte contre les Frères musulmans. Il s'agissait en réalité d'une démonstration de force démontrant aux masses que l'Armée était capable de mater les tentatives d'insurrection. Ainsi déjà, une grève au canal de Suez a été matée fin août par l'appareil répressif de l'État.

Mi-juillet s'est mis en place un gouvernement de coalition large, d'alliance entre l'Armée et le Front de salut national, organisation bourgeoise libérale emmenée par Mohamed Elbaradei. Ce gouvernement est composé de l'Armée dont le général Sissi, principal dirigeant militaire, de technocrates bourgeois, d'anciens cadres du PND, parti de Moubarak, de membres du parti nassérien et même du fondateur du premier syndicat égyptien indépendant en 2008 (celui des contrôleurs des impôts), à la tête depuis 2011 de la première fédération des

syndicats indépendants qui regroupe 3 millions de salariés, Kamal Abou Eita, propulsé ministre du travail et de l'immigration. Ce gouvernement d'union nationale, ne comprenant ni Frères musulmans ni salafistes, est bien accueilli par les puissances impérialistes. Sur fond de vague révolutionnaire des masses, on a assisté au début de l'été à une lutte entre deux fractions de la bourgeoisie égyptienne, qui entretiennent chacune des liens différents avec les autres bourgeoisies arabes. Mais en aucun cas, que ce soit l'Armée ou les Frères musulmans, ces organisations bourgeoises n'ont l'intention de rompre avec l'impérialisme et encore moins avec le capitalisme. Tout comme Moubarak, ni l'Armée, ni les frères musulmans ne peuvent défendre les intérêts de travailleurs égyptiens.

La situation économique en Égypte s'est détériorée : la dette dépasse 10 % du PIB, les masses sont confrontées à des pénuries diverses, le chômage s'accroît, l'inflation également et les petits boulots précaires concernent une part importante de la population. 40 % de la population égyptienne vit en dessous du seuil de pauvreté. Cette situation ne va pas s'améliorer puisque le FMI conditionne l'octroi d'un prêt de 4.8 milliards de dollars à la suppression des subventions aux prix des biens de consommation courante.

C'est dans cette situation, que se multiplient les grèves, notamment dans la plus grande usine de textile d'Égypte à Mahalla. 10 000 travailleurs et travailleuses sur 24 000 que compte l'usine ont fait grève fin août pour exiger le paiement de leurs primes et la démission du chef de la holding de tissage et de la filature ainsi que la suspension du comité syndical maison, dirigé par l'État, accusé par les travailleurs de collaborer avec la direction de l'usine. Ce que montre cette grève c'est que la classe ouvrière aspire à prendre le contrôle des principaux secteurs de l'économie, en se débarrassant des chefs d'usine désignés par l'Armée.

**S**ur le plan politique, la conscience des masses a évolué depuis 2011, mouvement à caractère plus spontané qu'aujourd'hui. Le foisonnement politique est de mise avec une population plus politisée, plus organisée. Ce qui est à l'ordre du jour c'est une seconde vague révolutionnaire dont l'objectif serait de chasser l'Armée du pouvoir, de ses positions économiques pour instaurer le socialisme d'État par l'expropriation des moyens de production. Pour cela, il faut que les travailleurs imposent la rupture de la nouvelle centrale ouvrière avec le gouvernement mis en place par l'Armée. L'indépendance de cette centrale syndicale de l'État est un préalable essentiel. La création de cette centrale en 2011 reste cependant un acquis pour la classe ouvrière. Les travailleurs doivent imposer le Front unique ouvrier, c'est-à-dire imposer à cette centrale ouvrière et aux organisations qui se réclament de la classe ouvrière de chasser l'Armée du pouvoir. Dans ce processus, ce poserait inévitablement la nécessité de construire un Parti ouvrier révolutionnaire, seul capable de mettre en place une économie socialiste.



*Travailleurs en grève à l'usine de textile de Mahalla – août 2013*

## Pour un gouvernement du Front unique ouvrier en Tunisie

Les assassinats des députés d'opposition Chokri Belaïd (dirigeant de Watad, le mouvement patriotique démocratique néo stalinien) et Mohamed Brahmî (Fondateur en 2005 du Mouvement unioniste nassériste opposition clandestine) en février et juillet derniers ont provoqué des manifestations de milliers de Tunisiens qui s'opposent à la politique du gouvernement dirigé par Ennahdha. Ces manifestations ont même provoqué en mars la chute du gouvernement Jebali. Alors que le parti bourgeois islamiste Ennahdha était seul au pouvoir depuis les élections d'octobre 2011, il a dû manœuvrer face à la mobilisation des masses, en ouvrant le gouvernement au Congrès pour la république et surtout à Ettakatol (Forum démocratique pour le travail et les libertés, laïc, proche du Parti socialiste français) représenté par Moustafa Ben Jaafar qui dirige l'Assemblée Nationale Constituante (ANC) chargée de rédiger une constitution d'ici fin 2013.

Les élus et militants du Front populaire sont la cible du pouvoir qui cherche à déstabiliser les forces d'opposition.

Mais un mouvement d'une grande ampleur s'intensifie depuis cet été et est dirigé contre le nouveau gouvernement Laarayed dirigé par Ennahdha, contre la Troïka au pouvoir (alliance d'Ennahdha, du CPR et d'Ettakol) et pour la dissolution de l'ANC.

Cette opposition se rassemble au sein d'un **Front de salut national**, auquel s'est joint le **Front populaire** créé en octobre 2012, lequel regroupe des tendances qualifiées de « gauche radicale », entre autres l'ancien PCOT de Hama Hammami, la ligue ouvrière unifiée (LGO) liée à Lutte ouvrière en France ou encore les écologistes. Comme son nom l'indique il s'agit d'un dispositif de front populaire qui s'oppose de fait à un front unique ouvrier rassemblant les organisations ouvrières avec la principale centrale ouvrière l'UGTT en vue de la prise du pouvoir au nom de la classe ouvrière, pour chasser les partis bourgeois du pouvoir (Ennahdha) et empêcher le retour des anciens caciques de Ben Ali (Nidâa Tounes – « L'appel de Tunisie » de Béji Caïd Essebsi, cadre du parti de l'ancien président Bourguiba, membre du RCD de Ben Ali).

Le Front du salut national est un dispositif d'union nationale dont le programme est de défendre un système bourgeois en Tunisie. Ainsi, dans le communiqué constitutif de juillet 2013, « *le Front de salut national propose de former un gouvernement provisoire chargé d'achever la constitution à soumettre à référendum et qui sera chargé de prendre de manière consensuelle des mesures économiques, sociales, politiques et sécuritaires, et de préparer les prochaines élections. Le communiqué appelle les forces de sécurité et l'armée nationale à respecter la volonté du peuple et à protéger son militantisme pacifique ainsi que les propriétés privées et publiques. Il appelle également les médias à soutenir ces mouvements populaires qui visent à remettre la révolution sur les rails.* »

Ce communiqué est très clair : le programme du Front de salut national est de protéger la propriété privée des moyens de production. Preuve en est l'accord du 17 septembre entre syndicat et patronat : « *C'est une mini-révolution dans la révolution. L'Union générale tunisienne du travail (UGTT), le patronat représenté par l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (Utica), la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH) et l'Ordre des avocats ont soumis, après concertations, une feuille de route à l'approbation des différents partis afin d'entamer, avec des objectifs précis et plus d'apaisement, la dernière étape de la transition* ». Jeune Afrique – 18/09/2013.

Au lieu de rompre avec la Troïka au pouvoir, représentée par Ennahdha, le Congrès pour la République du président Moncef Marzouki (CPR) et Ettakatol, gouvernement responsable des assassinats des députés d'opposition et d'engager le combat pour satisfaire des revendications politiques, économiques et sociales des masses, l'UGTT cherche à sauver ce

gouvernement et la bourgeoisie au pouvoir. Pire, elle s'allie avec les ennemis des travailleurs, avec les patrons. La feuille de route du « quartet » (UGTT, Utica, LTDH et Ordre des avocats) prône le dialogue national avec ce gouvernement et œuvre pour que l'ANC reprenne ses travaux alors que les milliers de manifestants mobilisés en juillet veulent en finir avec ce gouvernement et exigent la dissolution de l'ANC. Cet accord du 17 septembre et toutes les discussions qui y ont mené sont une véritable trahison pour les masses tunisiennes. **A bas l'union nationale ! Dehors le gouvernement de la Troïka ! Pour un gouvernement du Front unique ouvrier qui rompe avec la bourgeoisie, avec les partis bourgeois au pouvoir** (Ennahdha, CPR, Ettakatol).

La situation économique et sociale est catastrophique pour les masses : chômage de masse, notamment parmi les jeunes diplômés, exploitation du travail pour les autres (le salaire d'un ingénieur informatique débutant y est 4 fois moins cher qu'en France et pratiquement 2 fois moins cher qu'au Maroc), inflation galopante (6%). Le déficit budgétaire avoisine les 10%, l'État tunisien étant quasiment dans une situation de faillite. Les capitaux français sont les deuxièmes investisseurs du pays.

**D**ans cette situation, la création d'une multitude de partis après la révolution de 2011 témoigne de la recherche du peuple tunisien de trouver une issue politique après le départ de Ben Ali du pouvoir. Les travailleurs tunisiens cherchent également une issue politique dans une situation où les revendications économiques et sociales ne sont pas satisfaites.

Au sein du Front populaire, le débat politique pose clairement la question de l'orientation : faut-il en rester au programme minimum, c'est-à-dire se borner à ne défendre que les revendications démocratiques (libertés) ou bien faut-il défendre le programme maximum, c'est à-dire aller vers le socialisme ? La réponse de cette organisation est qu'il faut développer un programme transitoire qui chercherait à défendre des revendications sociales urgentes (lutte contre le chômage de masse, distribution de vivres aux populations déshéritées, santé et éducation gratuites etc.). Mais pour le socialisme, les masses devront attendre car le Front populaire entend œuvrer une fois au pouvoir au redéploiement industriel mais sans toucher à la propriété capitaliste.

Sur le plan politique, le Front populaire se fourvoie avec des partis bourgeois dans le Front de salut national (FSN) avec notamment les anciens caciques du pouvoir de Ben Ali (appelés les « *Foullouls* ») dont Biji Caid Essebsi, premier « Premier ministre » post Ben Ali. Le 24 septembre dernier, Hama Hammami, dirigeant (de l'ancien PCOT et désormais) du Front populaire a rencontré Essebsi. Les deux organisations soutiennent la feuille de route du « quartet » pour établir un dialogue national avec Ennahdha. C'est une trahison vis-à-vis de la classe ouvrière tunisienne. Il n'y a pas de solution pour les masses tunisiennes en dehors d'une rupture franche et nette avec les partis bourgeois, ce qui implique d'imposer au Front populaire de sortir du FSN et à l'UGTT de rompre tout accord avec le patronat pour engager le combat pour chasser la « Troïka » du pouvoir et mettre en place un gouvernement du Front unique, des organisations ouvrières du Front populaire et de l'UGTT dont les masses exigeraient la satisfaction de leurs revendications politiques, économiques et sociales.

## Comprendre la situation politique de la Turquie

Pour comprendre la situation actuelle et caractériser la nature des manifestations de ce printemps 2013, il est nécessaire de revenir sur l'histoire contemporaine de l'Etat turc et sur les développements du mouvement ouvrier.

Un rappel historique depuis la fondation de l'empire ottoman est consultable sur le blog : <http://groupevoltes.fr>

En voici les grands axes :

### ① De l'Empire ottoman à « l'homme malade de l'Europe » : du XIII s au XIX s.

Fondé au XIII<sup>e</sup> s, l'empire turc ottoman disloque l'empire arabo-musulman et connaît son apogée après la prise de Constantinople en 1453. Son expansion au XVI<sup>e</sup> et sa position stratégique entre Europe et Asie en fait un allié ou un adversaire incontournable des grands États européens de l'époque moderne. Mais, resté à l'écart du développement industriel et déstabilisé par les mouvements nationaux, il connaît un long déclin au XIX<sup>e</sup> s ; il tombe progressivement sous la férule financière de la France et de l'Angleterre. Les réformes politiques entreprises par les sultans échouent faute d'une classe bourgeoise suffisamment forte pour s'imposer.

### ② La constitution d'un État bourgeois : du mouvement « jeunes turcs » au kémalisme

Le mouvement « **jeunes turcs** » fondé en 1889 au sein même de l'armée aboutit au coup d'État militaire de 1908 et à la déposition du sultan. Cependant, le nouvel État n'a pu empêcher la poursuite du dépeçage de l'empire par les Franco-anglais.

Alliée à L'Allemagne lors de la 1<sup>o</sup> guerre mondiale, la Turquie est défaite et démantelée par le traité de Sèvres en 1920. Traité remis en cause par **Mustafa Kemal**, officier proche des jeunes turcs, qui impose militairement aux impérialistes occidentaux par un nouveau traité (Lausanne, 1923) la reconnaissance de la République turque sur toute l'Anatolie, les Détroits et la Thrace. Mustafa Kemal fonde le **Parti républicain du peuple (CHP)** sur 6 axes : « *républicanisme, laïcisation, progressisme, populisme, étatismes et nationalisme* », parti républicain, laïque et social-démocrate (membre de la II<sup>o</sup> Internationale). Il s'agit bien d'une révolution politique bourgeoise. Mais faute de bases matérielles à la formation d'une classe d'entrepreneurs et de financiers, la mise en place d'une économie étatique n'accoucha que d'une bourgeoisie comprador liée à l'impérialisme.

### ③ Comment la Turquie est-elle devenue un pilier de l'impérialisme après la 2<sup>o</sup> GM

La neutralité turque pendant la 2<sup>o</sup> guerre mondiale permit à la classe bourgeoise de s'insérer dans l'économie de guerre et de s'enrichir.

La Turquie fut à l'issue de la guerre, un pion indispensable au contrôle du sud-est de l'Europe et du Moyen Orient par l'impérialisme. Les États-Unis l'intégrèrent au plan Marshall en 1947 et à l'OTAN en 1950. Elle adhéra également au Conseil de l'Europe, à l'OCDE, à la Banque mondiale et au FMI. Ce précieux allié stratégique de l'impérialisme combattit donc Nasser et le FLN algérien !

Les États-Unis favorisèrent la création du **Parti démocrate** en 1946, dirigé par d'anciens cadres kémalistes, banquiers et grands propriétaires, soutenus par les forces réactionnaires et religieuses que le kémalisme avait effrayées. De même fut créée, en relation avec l'AFL-

CIO, une confédération syndicale intégrée à l'appareil d'État : le **Turk-Is**. Tout combat ouvrier fut violemment réprimé.

#### ④ Les développements de la lutte de classe dans les années 1960/70

Cette politique répressive amena une forte contestation de la jeunesse étudiante rejointe par des travailleurs actifs et chômeurs, qui contraignit le pouvoir à décréter l'état de siège au début de 1960.

La Turquie connut alors – comme partout dans le monde – de puissants combats ouvriers : les grèves commencées en 1961 dans le textile s'étendirent dans d'autres secteurs comme la chimie et la métallurgie ; des centaines de milliers de travailleurs manifestèrent à Istanbul., y compris derrière le TURK-IS qui prit la tête pour mieux contrôler le mouvement.

Malgré la répression, les combats continuèrent tout au long des années 1960 et imposèrent la reconnaissance de syndicats indépendants. Des luttes longues et massives eurent lieu dans les zones d'extraction du pétrole, du lignite, du charbon, et dans les usines de pneumatiques malgré une répression féroce menée par le pouvoir et des groupes paramilitaires.

#### ⑤ Bras de fer entre classe ouvrière et armée au cours des années 1970/80

Les luttes ouvrières reprirent au milieu des années 70 : il y aurait 1,8 millions de syndiqués, soit 42% des ouvriers en 1975. Cette force a pu organiser des manifestations de plusieurs centaines de milliers de travailleurs les **1<sup>er</sup> mai 1976 et 1977** place Taksim. Mais le pouvoir riposta – avec l'aide de l'OTAN – par des fusillades qui firent 38 morts le 1<sup>er</sup> mai 1977. .../...

Les grèves reprirent néanmoins : en 1987, 10 000 salariés de la papèterie sont en grève – 1988, plus de 20 000 sidérurgistes en font autant pendant 5 mois et arrachent une hausse des salaires de 250%. Les manifestations massives le 1<sup>er</sup> mai reprirent et des milliers de travailleurs sont en grève en 1990 dans le papier, le textile et les mines. Les 48 000 mineurs de Zonguldak font 36 jours de grève avec l'appui de toute la population : ce sont 100 000 personnes qui marchent sur Ankara le 3 janvier 1991 où l'armée les arrête avant d'atteindre la capitale. Mais ils obtiennent aussi 250 % de hausse de salaire.

Le gouvernement prit prétexte de la Guerre du Golfe et du combat séparatiste kurde pour interdire les grèves.

#### De la crise de l'Etat bourgeois des années 1990 à l'arrivée des « islamistes » au pouvoir

**O**n appelle « *Etat profond* » la décomposition des institutions par les affaires et la corruption qui ont marqué la décennie 1990. L'armée resta l'arbitre des différentes combinaisons gouvernementales.

Le retour au pouvoir du vieux social-démocrate Ecevit du « Parti démocrate de gauche » en 1999 permit de nouvelles attaques contre la classe ouvrière (notamment contre le régime des retraites) sans réaction syndicale appropriée.

L'année 1999 fut marquée par l'arrestation en février du chef kurde du PKK, Abdullah Ocalan, arrestation utilisée pour restaurer l'union nationale. Mais le séisme d'Izmit en août montra la totale incurie de l'Etat, les populations étant secourues par des ONG, notamment islamistes.

La crise financière russe de 1998 plongea la Turquie – intégrée dans au marché mondial - dans une profonde récession en 2001 : à l'endettement, l'inflation et le chômage de masse, le gouvernement Ecevit répondit par les privatisations et l'austérité pour les travailleurs.

Cette crise donna la majorité absolue à l'AKP (Parti de la Justice et du Développement) dirigé par Erdogan aux élections de 2002, alors que le CHP (« Parti républicain du peuple » fondé par Mustafa Kéral) obtint environ 1% des voix après 3 ans de pouvoir !

Erdogan, d'origine très modeste, a été maire d'Istanbul de 1994 à 1998, prétendant être chef du « parti des pauvres et des déshérités », champion de la lutte contre la corruption et victime de l'armée. Il s'appuie sur les confréries religieuses et la petite bourgeoisie (commerçants et artisans).

Au pouvoir, il applique une politique libérale de privatisations qui lui vaut la bienveillance des Etats-Unis. Il négocie activement l'intégration de la Turquie à l'UE.

L'opposition du CHP se concentre sur la « question laïque » prônant le recours à l'armée comme rempart contre l'islamisme. En fait AKP et CHP sont deux partis bourgeois défendant à leur manière des fractions différentes de la bourgeoisie en rivalité pour le contrôle de l'appareil d'Etat.

Le maintien d'Erdogan au pouvoir s'explique aussi par l'exceptionnelle croissance économique de la Turquie au cours des années 2000 : + 5 à 10 % de croissance annuelle et PIB multiplié par 3 en 10 ans, la hissant au 18<sup>o</sup> rang mondial. Considérée comme la « Chine de l'Europe », elle attire l'implantation de capitaux et de trusts étrangers (Ford, Général Electric, Axa, Renault, Lafarge,...).

### Bilan de la décennie Erdogan

\* sur le plan politique, la non-intégration de la Turquie à l'UE s'explique par la crainte de Sarkozy de voir le poids de l'Allemagne (1<sup>o</sup> partenaire économique de la Turquie) renforcé – mais aussi crainte de la bourgeoisie européenne de la concurrence turque. Il faut maintenir le différentiel de développement si favorable aux entreprises européennes.

[Cela explique sans doute le camouflet infligé à la Turquie par l'UE en reconnaissant la république chypriote grecque comme Etat souverain, membre de l'UE.]

\* le gouvernement Erdogan poursuit une répression implacable contre les journalistes, les intellectuels, les étudiants, les organisations de défense des droits de l'homme. La Turquie compterait 8 000 prisonniers politiques.

\* politique libérale anti-ouvrière qui se traduit par de très fortes inégalités sociales accentuées par la forte croissance des années 2000 : fortunes insolentes de la bourgeoisie stambouliote alors qu'une grande partie de la population est privée des services les plus élémentaires : eau, électricité, écoles, médecins, ...et que 15% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

**S**i la Turquie est aujourd'hui la 1<sup>o</sup> puissance du Moyen Orient, la 7<sup>o</sup> puissance économique de l'Europe et la 15<sup>o</sup> du monde (membre du G20), elle le doit à des gains de productivité multipliés par 20 entre 2005 et 2010. Mais la croissance est très fortement ralentie depuis 2012 : le PIB a connu un taux de croissance moyen annuel de 5,2% entre 2002 et 2012. Si la croissance était encore de 8,8% en 2011, elle est tombée à 2,2% en 2012. Le taux d'endettement est de 37% du PIB mais l'inflation est de 9% pour l'année. La chute de la livre turque face au dollar est la conséquence de la fin des prêts à faible taux d'intérêts programmée par la FED, alors que la Turquie a besoin de capitaux pour financer le déficit chronique de sa balance des paiements (41 milliards d'€) : elle est obligée d'emprunter aujourd'hui à 10% sur le long terme, ce qui traduit la défiance des investisseurs étrangers.

La Turquie compte officiellement 3 millions de chômeurs pour une population active de 27 millions (soit un taux d'activité de 35 % seulement pour les 75 millions de Turcs, dont plus du quart dans l'industrie, les 2/3 dans les services, le tourisme en particulier) mais il faut compter aussi de nombreux sans emplois et emplois précaires. L'absence de contrat de travail et CDD sans limite de durée sont la règle alors que 500 000 travailleurs seulement

sont protégés par une convention collective qui ne peut s'appliquer que dans les entreprises de plus de 30 salariés.

Le reflux du mouvement ouvrier a permis au gouvernement Erdogan de limiter les droits des travailleurs. Les fonctionnaires sont toujours privés du droit de grève. Droit de grève et droit syndical sont très encadrés dans le privé. Les privatisations ont été massivement engagées par le gouvernement.

La durée hebdomadaire de travail est officiellement de 45 H. pour un SMIC de 350 € mais c'est souvent plus de 60 H. qui sont exigées sans salaire minimum : la flexibilité est de règle. Le droit à la retraite a été repoussé à 65 ans et rarement à taux plein.

### **Quels enjeux et quelles perspectives pour la classe ouvrière aujourd'hui ?**

Des combats de classe qui se poursuivent :

**D**\* 2010 a été marqué par la grève massive des travailleurs de Tekel, monopole des tabacs, privatisé : à l'annonce de 12 000 suppressions d'emplois, des milliers de travailleurs affluèrent sur Ankara et y campèrent plusieurs semaines, soutenus par la population et malgré la répression policière, avec comme mot d'ordre : « Mourir dans l'honneur plutôt que vivre dans la misère ».

\* le mécontentement ouvrier a contraint les organisations syndicales à appeler à une journée nationale de mobilisation en 2010 puis en 2011.

\* en 2012, les fonctionnaires (éducation, santé, transports) ont fait 3 jours de grève malgré l'interdiction qui leur est faite. Grève massive également dans le secteur textile et dans l'usine Renault de Bursa.

### **Que traduit la mobilisation de la place Taksim au printemps 2013 ?**

Mouvement spontané (à l'exemple des Indignés espagnols), ample mais hétérogène, sans revendication commune ni leader : classes moyennes occidentalisées, étudiants, minorités religieuses s'opposent aux projets immobiliers du « nouveau sultan » Erdogan qui, fort de ses trois victoires aux législatives, projette de se faire élire président de la république au suffrage universel en 2014.

Une fois de plus, l'Etat policier a réagi d'autant plus violemment qu'il n'y a pas d'alternative politique crédible : le CHP, principal parti d'opposition est largement discrédité, le syndicalisme révolutionnaire a montré ses limites et nombre de militants ont été anéantis ou sont en exil après des décennies de combat contre la dictature.

L'appel commun lancé par la DISK (confédération des syndicats du secteur privé qui revendique 420 000 adhérents), la KEST (confédération des syndicats du secteur public qui revendique 250 000 adhérents), le TMMOB (syndicat des ingénieurs et architectes), le TTB (syndicat des médecins turcs) et le TDB (syndicats des dentistes turcs) pour une grève générale le 17 juin 2013 montre les limites de ce mouvement : leur déclaration commune dénonce « la violence policière disproportionnée » (aurait-elle été plus acceptable si elle avait été plus soft ?), et appelle à défendre les « droits légitimes », sans préciser lesquels en dehors de « liberté, justice, démocratie », et « l'arrêt de l'agression de l'AKP » et non son renversement. On comprend pourquoi la grève fut peu suivie.

**Quelle perspective politique ?** En l'absence de partis d'origine ouvrière implantés parmi les travailleurs, en raison de la bureaucratisation syndicale liée à l'appareil d'Etat, les mots d'ordre transitoires pourraient être : rupture avec tous les partis bourgeois (et en premier lieu AKP et CHP). La défense des libertés démocratiques et des droits ouvriers sont liés : elle nécessite la construction d'organisations indépendantes du pouvoir et la perspective d'un gouvernement ouvrier pour satisfaire les besoins de la population.

## **Brésil : Le gouvernement du PT se dresse contre la mobilisation des travailleurs**

**E**n juin 2013 une nouvelle mobilisation a déferlé sur le Brésil, la plus puissante depuis la fin de la dictature militaire en 1983. Des millions de manifestants ont défilé initialement contre la hausse du prix des transports en commun. Mais malgré l'annulation de cette mesure par le gouvernement pour tenter de désamorcer le conflit, jeudi 20 juin, se sont encore entre 1 et 2 millions de personnes qui sont descendues dans les rues des principales villes du pays, Rio de Janeiro, Sao Paulo ... dénonçant les milliards investis dans l'aménagement des stades pour la coupe du monde au détriment de la santé et l'éducation. Ces mobilisations dénonçaient également la corruption inégalée au sein de l'État et de la société brésilienne.

Le gouvernement a réprimé ces mobilisations, la police montée a chargé la foule à plusieurs reprises, des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes ont été utilisés.

Les masses se sont levées pour de meilleures conditions d'existence et ont engagé le combat contre l'ensemble de la politique du gouvernement. En effet, ce ne sont pas les seuls 20 centimes d'augmentation du ticket de bus qui peuvent expliquer l'ampleur d'une telle mobilisation.

Cette dernière trouve ses origines dans les conséquences de la politique passée et actuelle du PT au pouvoir, politique aujourd'hui confrontée aux conséquences de la crise du système capitaliste qui s'est développée à partir de 2008. Ce sont ces contradictions de classe qui s'expriment aujourd'hui au Brésil. Mais pour en comprendre tous les tenants et aboutissants, revenons rapidement sur l'histoire de la lutte des classes au Brésil à compter des années 70.

### **Le PT : un parti ouvrier-bourgeois**

**D**ans les mobilisations du prolétariat contre la dictature militaire dans les années 1970, des noyaux se sont constitués à l'intérieur des syndicats subordonnés au pouvoir et contrôlés par les "pelagos" (bureaucrates syndicaux). C'est de ces grèves, de la volonté de lutter contre la dictature et ses complices (notamment le PC brésilien) qu'est issu le mouvement qui a donné le jour au Parti des Travailleurs (PT).

Dans la foulée, contre les syndicats "officiels", le PT impulsa la constitution de la CUT, centrale syndicale regroupant rapidement des millions de travailleurs au Brésil, tandis que le PT en organisait directement des centaines de milliers.

Le PT est devenu effectivement le parti du prolétariat brésilien, mais ce n'était pas le Parti ouvrier révolutionnaire, armé du programme de la révolution prolétarienne et dont le prolétariat du Brésil a besoin pour prendre le pouvoir et résoudre aussi bien les questions agraire, nationale et sociale. Le PT a été, dès son origine, contrôlé par d'anciens "pélagos". Les chrétiens "sociaux", "progressistes", "réformateurs" se sont également insérés dans le processus de sa formation et son programme était dès 1980, au mieux, réformiste.

Son existence, point d'appui pour les masses, contribua à la fin du régime militaire. Mais son caractère de parti ouvrier bourgeois interdit aux masses de mettre à profit la crise du régime militaire pour balayer la bourgeoisie et le capitalisme ; ses dirigeants – dont Lula – permirent à la bourgeoisie d'organiser, à partir de 1985, la transition vers un régime de forme plus « démocratique » mieux à même de perpétuer la domination de la bourgeoisie.

Ainsi, de 1985 à 2002, différents gouvernements bourgeois purent se succéder – non sans crises et heurts – mettant en œuvre, contre la population laborieuse, la politique exigée par la bourgeoisie brésilienne et l'impérialisme.

Corrélativement au mouvement de l'ensemble des directions traditionnelles du mouvement ouvrier à l'échelle internationale, les prises de position affichées du PT n'ont cessé de se distendre des masses.

En dépit de quoi, les masses en 2002, en portant Lula à la présidence, ont utilisé le PT pour exprimer leur volonté d'en finir avec les attaques anti-ouvrières. L'élection de Lula ouvrait une nouvelle étape de la lutte des classes au Brésil.

Mais Lula a, en opposition, formé un gouvernement de type front populaire en y intégrant Alencar à la vice-présidence (dirigeant du Parti Libéral). Le rôle de ce genre de gouvernement d'alliance avec les partis représentants directement la bourgeoisie et ses intérêts antagonistes à ceux des

travailleurs, est de sauvegarder les conditions de l'exploitation capitaliste et de faire refluer la mobilisation des masses.

### **La charité (bien) ordonnée : politique des gouvernements du PT**

**E**t de fait, Lula et son gouvernement bourgeois développent une politique conforme aux intérêts de la bourgeoisie même s'ils saupoudrent de quelques mesures « sociales » les couches défavorisées : expropriation de certaines des moins rentables latifundia par exemple mais refus d'une véritable réforme agraire : pas d'expropriation massive avec redistribution de la terre aux paysans alors que le mouvement des sans terre rassemble près de 5 millions de paysans.

Lula a lancé le 30 janvier 2003 le programme « Faim zéro ». Dans ce programme s'inscrit la bolsa família, qui lie le versement d'une somme d'argent aux familles pauvres à la scolarisation de leurs enfants. Ce programme touchait en 2006 près de 30 % de la population. C'est en fait l'assistantat généralisé au lieu de s'attaquer aux racines du problème : l'exploitation capitaliste.

Le FMI dicte sa politique anti-ouvrière aux différents gouvernements bourgeois qui se sont succédé depuis 85 et continue avec le gouvernement bourgeois de Lula. Ses prêts, qui insufflent les liquidités indispensables à l'économie brésilienne, sont évidemment conditionnés à de nouvelles attaques contre les acquis ouvriers : réforme des retraites, restrictions budgétaires, hausse des taux, privatisations ...

Dilma Rousseff, élue le 31 octobre 2010, a succédé le 1er janvier 2011 à Lula qui selon la constitution ne pouvait plus se présenter après son second mandat. Elle est également membre du PT. Elle inscrit sa politique économique et sociale dans la droite ligne des gouvernements de Lula.

### **L'économie du Brésil a rude épreuve**

**L'**économie brésilienne se partage entre une production industrielle basée sur l'aéronautique, l'équipement électrique et l'automobile ; et une agriculture très développée pour l'exportation (soja, café, cacao, canne à sucre) où la recherche du profit entraîne des ravages écologiques. Le Brésil détient également des ressources naturelles importantes notamment du fer et du pétrole. Il est le second exportateur mondial de fer, et l'un des principaux producteurs d'aluminium et de houille. Il est également précurseur dans l'extraction du pétrole en eaux très profondes et les derniers gisements révélés dans le bassin de Santos sont colossaux (estimation : 33 milliards de barils).

Les gouvernements successifs, et notamment ceux constitués par le PT, se sont attachés à mener une politique de hausse des taux, de maintien d'un real fort par rapport au dollar .... Le but principal de ces taux élevés était d'attirer massivement les liquidités dont le Brésil a grand besoin.

Depuis 2008, malgré ce qu'ont pu en dire certains économistes, la crise économique mondiale touche également le Brésil. Le ralentissement de l'économie chinoise impacte directement le Brésil qui est un de ses principaux fournisseurs de pétrole. La croissance en 2012, proche de 1%, a considérablement ralenti à partir du 3ème trimestre.

La consommation interne, qui est un des principaux moteurs de l'activité économique, est mise aujourd'hui à mal car malgré une certaine hausse des salaires (le salaire moyen est de 1810 BRL soit environ 883 dollars US), le pouvoir d'achat des ménages ne se maintient que grâce aux aides sociales de l'Etat aux populations les plus défavorisées. Mais toutes ces mesures de charité (faim zéro ...) mises en œuvre depuis des années en lieu et place de véritables réformes ouvrières représentent un coût important pour le budget national et nécessitent sans cesse l'apport massif de liquidités.

De plus, la production industrielle en 2012 a dégringolé à 0,3 % avec son lot de licenciements et de gels de l'embauche. Ainsi le moteur s'essouffle. Sous l'effet de l'endettement des familles, les dépenses des consommateurs sont en train de baisser. L'inflation remonte à un taux officiel de 6,5 % et les coûts des produits de première nécessité sont en train d'augmenter encore plus rapidement. Dans un premier temps, la Banque Centrale (BC) a baissé le taux directeur de 12,5% à 7,25% en un an, plus bas niveau historique. Elle est aussi intervenue pour faire baisser le réal de 40% face au dollar et le maintenir dans une fourchette de 2 à 2,10 réaux pour 1 dollar.

En 2012, pour maintenir le profit de la bourgeoisie brésilienne, le gouvernement a multiplié les mesures avec des exonérations fiscales sur les produits industriels, une stimulation du crédit, une baisse des charges patronales, un plan de privatisations pour plus de 100 milliards de dollars. D'autres mesures ont été mises en place en 2013 comme la poursuite de la baisse des charges patronales. Le second Plan d'Accélération de la Croissance (PAC 2) concocté en 2010 par Lula et

Roussef avant l'investiture de cette dernière, est l'incarnation de cette politique : 400 milliards d'euro de gros travaux pour moderniser les infrastructures (routes, voix ferrées, réseaux d'eau et d'électricité) dont 191 milliards consacrés uniquement à la mise en exploitation des ressources pétrolières sous-marines. Il s'agit évidemment avant tout de permettre aux capitalistes de trouver des débouchés à leurs capitaux pour pouvoir faire du profit. Accessoirement, charité oblige (mais surtout pression des masses !), une partie de cette somme sera consacrée à la construction de logements (le programme « ma maison, ma vie ») : loin de solutionner le cruel manque de logements dignes, cela se traduira par une aide aux familles les plus pauvres pour financer leur logement.

Du côté des exportations, la situation mondiale en 2013 n'évolue pas fondamentalement et les termes de l'échange sont moins favorables pour le Brésil avec la baisse du réal. Les importations restent nécessaires pour combler le déficit industriel du pays mais se sont renchériées.

Le gouvernement n'a plus de marges budgétaires pour investir. Pour stimuler la croissance il a dû pousser le réal à la baisse, ce qui a favorisé l'inflation. La progression du PIB pour 2013 est aujourd'hui prévue à 2,5%, soit un très net ralentissement par rapport aux années précédant la crise.

Un nouveau facteur est venu aggraver cette situation. Depuis quelque mois, la décision de la banque centrale américaine (la FED) de relever les taux US de rémunération des titres influe sur les mouvements de capitaux à l'échelle mondiale. Ceux qui se portaient jusque là sur des titres délivrés par les pays émergents comme le Brésil (à fort rendement mais assez instables) reviennent s'investir aux USA. Cela signifie la fin des liquidités abondantes pour le Brésil dont la croissance déjà en baisse n'inspire plus la même confiance. Les ventes massives de titres des pays émergents qui se relocalisent sur les titres US, ont un impact sur le cours des monnaies dont le réal qui a perdu 16% depuis janvier 2013. Pour tenter d'endiguer la fuite des capitaux étrangers, la banque centrale brésilienne remonte alors à son tour les taux directeurs avec un impact négatif immédiat sur la balance commerciale du pays : les importations coûtent beaucoup plus cher ! C'est un cercle infernal ... celui de l'économie capitaliste.

### **Combat classe contre classe**

C'est dans cette situation que la mobilisation a surgi en juin 2013, contre la misère et le chômage, contre la politique de Roussef. Malgré le recul stratégique du gouvernement qui a renoncé à l'augmentation des prix des transports en commun, les mobilisations ont continué car elles ont leurs racines au plus profond des contradictions de cette société.

Les jeunes diplômés universitaires, dont le nombre a doublé en 10 ans, ne trouvent pas d'emplois ; ils ont constitué une partie substantielle des manifestants qui sont descendus dans les rues du Brésil en juin.

Lorsque la centrale CSP-Conlutas a appelé à une journée de mobilisation le 27 juin, le gouvernement a manœuvré, proposant un référendum pour modifier la constitution, afin de faire dévier la mobilisation.

Au final la mobilisation a reflué mais elle a posé ouvertement des questions centrales :

- L'exigence que le PT rompe avec le PMDP, ce parti bourgeois auquel le PT s'est allié pour gouverner
- Que les organisations d'origine ouvrière - partis et syndicats - rompent avec ce gouvernement
- La nécessité d'un autre gouvernement

Le prolétariat brésilien a une place particulière en Amérique latine de part son nombre, sa concentration dans les immenses mégapoles brésiliennes, mais aussi par la combativité exemplaire dont les travailleurs et la jeunesse ont souvent fait preuve. Après avoir constitué, contre la répressive dictature militaire, le PT et la Centrale Unique des Travailleurs, les masses ont affronté à plusieurs reprises le gouvernement Lula.

Le PT, dont les dirigeants sont massivement corrompus, et sur le plan syndical la CUT, dont la politique de participation est de la collaboration pure et simple avec le PT et ses gouvernements bourgeois, sont tous deux inféodés à la défense des intérêts bourgeois. Loin de baisser les bras contre cette corruption, nombre de salariés, de jeunes, de paysans et de pauvres se posent ouvertement la question de la construction de nouvelles organisations ouvrières.

Ainsi un processus de construction d'une nouvelle centrale syndicale indépendante du pouvoir a émergé ces dernières années. Mais ce combat n'est pas simple et la route semée d'embûches. Les

principaux groupes politiques se réclamant de la révolution socialiste sont autant d'obstacles politiques pour la construction d'une nouvelle centrale syndicale indépendante, et de fait, pour la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire au Brésil.

Le courant trotskyste-moréniste comporte de nombreux groupes et est très fracturé. Le PSOL (Parti du Socialisme et de la Liberté) et le PSTU (Parti socialiste des travailleurs unifié) en sont issus. Ils ont joué un rôle majeur dans l'échec des premières tentatives de construction de la nouvelle centrale syndicale.

La centrale Conlutas dans laquelle sont très influents les membres du PSTU était partie prenante dans l'appel au congrès de constitution d'une nouvelle centrale syndicale – le Congrès de la classe travailleuse (Conclat). Le Conclat se proposait d'unifier, dans une nouvelle centrale syndicale de classe, les courants syndicaux, populaires et étudiants qui résistent à l'offensive du gouvernement et de la bourgeoisie. En même temps, cette nouvelle centrale syndicale devait s'affronter aux centrales existantes (CUT, Force syndicale, etc.) qui se soumettent au gouvernement et à l'ordre capitaliste.

Le Conclat s'est tenu les 5 et 6 juin 2010 dans la ville de Santos mais malheureusement, il n'a pas réussi à consolider la voie vers l'unité mais au contraire, il se termina par une grave fracture. Il y a indéniablement une responsabilité de Conlutas-PSTU dans l'échec du Conclat. Cependant, en avril 2012, s'est tenu un autre congrès celui de la formation de la Centrale Syndicale et Populaire – CSP – Conlutas. Le caractère et les objectifs de ce Congrès sont énumérés dans le préambule du règlement de fonctionnement : *« L'apparition de la CSP-Conlutas dans le paysage brésilien incarne une nouvelle expérience d'organisation des travailleurs et des travailleuses. La proposition d'intégrer dans une même organisation de front unique les syndicats et les mouvements populaires urbains et ruraux, ainsi que les mouvements d'étudiants et de lutte contre les oppressions, symbolise à la fois la compréhension que nous accumulons et notre volonté d'unir tous les secteurs exploités et opprimés de notre classe en une lutte commune, de classe, contre le capital et ses agents. »*

Pourtant, loin d'être chimiquement pure, cette jeune organisation a déjà montré ses propres limites. La participation de ses dirigeants aux discussions impulsées par le gouvernement de Rouseff la plonge immédiatement dans le bain boueux du compromis social, vers la collaboration de classe. De part sa constitution, son ossature autour de militants morénistes, ou pseudo-trotskystes liés par exemple en France au NPA et ses satellites syndicaux (comme la tendance « émancipation » au sein de la FSU), on devine déjà qu'elle est l'objet d'un enjeu, un enjeu politique dans la lutte des classes au Brésil : ou les travailleurs vont réussir à se l'approprier et en faire leur organe de masse de lutte de classes ou cette nouvelle organisation sera à ranger aux côtés de la CUT, dans le tiroir des couteaux sans lame et des obstacles à surmonter.

### **Front unique pour imposer au PT la rupture avec la bourgeoisie**

**L**es récentes mobilisations de masses contre la vie chère, contre la politique du PT, contre la corruption de la société et de l'État montrent la responsabilité de la nouvelle organisation syndicale, CSP-Conlutas, dans la définition des revendications transitoires, capables d'unifier le prolétariat brésilien. En voici quelques exemples :

- **Non au remboursement de la dette !**
- **A bas la politique du PT, à bas le PAC 2 !**
- **Nationalisation des trusts sans indemnité, ni rachat !**
- **Pour un accès gratuit à la santé, à l'éducation, au logement et aux transports en commun !**

Ces revendications sont antagoniques aux mesures prises par le gouvernement dirigé par le PT. Il faut que les travailleurs se saisissent de ce type de revendications et s'organisent afin de les imposer à la direction de CSP-Conlutas. La défense de ces revendications est incompatible avec tout soutien, toute concertation avec le gouvernement. Les travailleurs auront donc à imposer à CSP-Conlutas de rompre avec le gouvernement.

Les mobilisations de la classe ouvrière brésilienne doivent s'orienter sur la nécessité d'imposer au PT qu'il rompe avec la bourgeoisie brésilienne, avec les trusts impérialistes. De ce mouvement, appuyé sur l'expérience enregistrée par la classe ouvrière brésilienne qui a su construire des organisations de masse comme le PT, naîtra la nécessité de construire un Parti Ouvrier Révolutionnaire seul capable de résoudre les questions agraires, sociales et politiques du Brésil.

## **Rupture avec la politique qui mène « Vers un hôpital entreprise »**

### **Défense de l'hôpital public et de l'accès aux soins gratuits pour tous !**

**L**es hôpitaux sont une activité de soin essentielle pour les travailleurs, prise en charge par les caisses de Sécurité sociale / branche maladie. C'est le salaire différé (c'est-à-dire une partie du salaire que payent les patrons prélevée, gérée et redistribuée par les caisses de sécurité sociale) qui assure le financement de cette branche et donc de l'activité hospitalière. Historiquement, la partition entre public et privé a toujours existé, du moins depuis la Révolution française. Première partie du XIXème siècle, la gestion de l'hôpital est confiée aux communes et les asiles à l'État. On appelait « hôpitaux » les établissements qui recueillaient les « indigents ».

Lors de la deuxième moitié du XIXème siècle, à partir du Second Empire, les hôpitaux et les hospices deviennent des établissements autonomes. Un prix de journée est fixé, compensé pour les indigents par les collectivités locales. L'Église continue à en contrôler le service intérieur (« bonnes sœurs ») à côté des médecins.

La création de l'assurance sociale et du mouvement mutualiste au XXème siècle font des hôpitaux des établissements de soins pour tous, financés par le salaire différé. La gestion est confiée à l'État, à ses représentants (Préfet). Coexistent l'un à côté de l'autre, système public et privé. Puis, avec le développement de la cogestion ouvrière, les représentants des Caisses de sécurité sociale sont présents dans les Conseils d'administration des hôpitaux. Les ordonnances de 59 du gouvernement De Gaulle fusionnent les centres hospitaliers avec les facultés de médecine et organisent le contrôle et la rationalisation des lits. Cette étatisation s'oppose de fait à la gestion unilatérale par la Caisse d'assurance maladie. La revendication ouvrière implique de défendre une gestion unique de tous les établissements de santé et de soins par la caisse d'assurance maladie, qui doit être entièrement gérée par les représentants des salariés et entièrement financée par le patronat. En 1970, la carte hospitalière est créée laissant la part belle aux hôpitaux privés tout en continuant la rationalisation des lits publics. La médecine libérale est consacrée au sein des hôpitaux. Les lois de 83 du gouvernement de Front populaire Mitterrand instaure le forfait hospitalier à la charge de l'assuré.

#### **La rationalisation des lits et le développement de la concurrence public / privé**

**C**'est la loi du 31 juillet 1991, dite loi Evin-Durieux qui crée les établissements publics de santé en remplacement des établissements publics administratifs hospitaliers. Cette loi renforce la planification hospitalière introduite par la loi portant réforme hospitalière de 1970 avec, aux côtés de la carte sanitaire maintenue, la création d'un Schéma d'Organisation Sanitaire Régional (SOSR), qui répartit qualitativement les équipements hospitaliers entre les hôpitaux et les cliniques privées.

Des réformes successives ont engagé l'hôpital public dans un processus de gestion comptable des dépenses. Dès 1995, avec l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS) de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), la Santé est définie comme un « service commercial ».

En 1994, le premier Schéma Régional de l'Organisation Sanitaire (SROS 1) avait entraîné la fermeture de petits hôpitaux et des regroupements de cliniques et de maternités, sous le prétexte de constituer des plateaux techniques de qualité. C'était encore l'époque de la concurrence entre le public et le privé.

En 1999, le SROS 2 a organisé à la fois complémentarité et concurrence entre public et privé. Ces 2 premiers SROS ont entraîné la fermeture de 90 000 lits en 12 ans.

Depuis 1987, la moitié des maternités ont disparu, avec un renforcement des inégalités sociales et géographiques pour l'accessibilité aux soins. Le SROS 3 (circulaire du 5 mai 2004) envisage dans chaque région des mesures plus radicales qui ne correspondent plus aux besoins des populations, mais à un objectif économique de rentabilité. Il attribue un « segment » de l'activité de soins pour chaque « territoire de santé » indifféremment au public ou au privé, avec une restructuration de l'activité qui conduit le plus souvent à des fermetures ou des rapprochements d'établissements, y compris publics et privés.

Le nombre de lits a décliné de manière significative depuis 1981 : suppression de près d'un lit sur quatre dans le secteur public et de près d'un lit sur cinq dans le secteur privé. A l'heure actuelle, le secteur public dispose de 983 établissements pour une capacité de 284 140 lits et le secteur privé de 1801 établissements pour 156 287 lits. L'ouverture administrative d'un lit nécessite un nombre minimal de personnels. Il faut, par exemple en service de réanimation, deux infirmières pour cinq malades, ainsi qu'une aide-soignante pour quatre lits.

En France, le système hospitalier se compose d'établissements de santé publics et privés. Le code de la santé publique distingue :

- les établissements publics de santé ou hôpitaux publics, qui sont des établissements publics ;
- les hôpitaux privés à but lucratif qui sont des sociétés commerciales. Les médecins y exercent à titre libéral ;
- les hôpitaux privés d'intérêt collectif (à but non lucratif) qui sont des associations loi 1901, des établissements gérés par des mutuelles et organismes de sécurité sociale ou des fondations.

### **La loi Bachelot et la tarification à l'acte**

La T2A instaurée par la loi Bachelot met en place un mode unique de financement pour les activités de « MCO » (médecine, chirurgie, obstétrique), et, depuis mars 2008, de « MCOO » (médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie), des établissements de santé publics et privés, dont la distribution des ressources est fonction du volume et de la nature de leurs activités. Pour l'instant, les activités de psychiatrie, de soins de suite et de réadaptation restent quant à elles financées en dotation globale de financement pour les hôpitaux publics.

### **Mais les actes médicaux deviennent de véritables marchandises !**

C'est un système inflationniste. La connivence entre médecins et directeurs accroît en réalité la T2A rentable pour les médecins mais pas pour l'assurance maladie, par le raccourcissement et la multiplication des séjours. Il pousse à la sélection de clientèle. On sait que certains traits (l'âge, l'absence de soutien social, l'absence de domicile, les poly pathologies, les maladies les plus coûteuses,...) poussent à la prolongation des séjours hospitaliers sans toujours augmenter la recette liée au séjour en question. C'est ainsi qu'un établissement qui assure les urgences va alourdir son « panier de cas » en recevant en particulier cette clientèle moins rémunératrice. On attend qu'une clinique privée se propose d'abriter un S.A.U....En fait, le système pousse à la sélection d'activités comme dans l'exemple précédent où un service d'urgence s'avère indirectement coûteux. Le seul critère du mode de financement devient le coût par pathologie en fonction de « groupes homogènes

de malades » sans prise en compte de la réalité de l'activité et des missions inhérentes au service public hospitalier.

Mais les tarifs publics et privés devront être alignés en 2018. Cet alignement tarifaire public/privé représente 7 milliards d'économies par an à trouver pour l'hôpital public. Les hôpitaux publics, en particulier les CHU en tête, justifient ces tarifs plus élevés par des missions spécifiques (urgences, enseignement, recherche...).

L'hospitalisation privée est 40% moins coûteuse que l'hospitalisation publique. Pourtant, les dépenses engagées par les établissements privés ne couvrent pas les mêmes réalités, pour différentes raisons :

- pas de prise en charge de missions incombant au service public hospitalier : missions d'enseignement et de recherche, prise en charge des maladies les plus coûteuses, urgences,...
- le traitement des examens complémentaires (laboratoire, imagerie médicale) est externalisé et n'impacte pas de ce fait les charges de fonctionnement des établissements privés
- les dépenses en personnel sont moindres :
  - o un personnel non médical moins qualifié : plus d'Agents des Services Hospitaliers dans le privé et moins d'infirmiers et d'aides-soignants.
  - o le recours plus important à des médecins « résidents » étrangers hors UE
  - o Les honoraires des médecins ne sont pas intégrés dans les dépenses de fonctionnement et sont réglées directement par le patient au praticien.

De plus, les tarifs établis par l'État pour certains actes médicaux sont sous-évalués et ont plongé l'ensemble des établissements publics dans des déficits massifs. L'hôpital public doit ainsi assumer des activités qui lui coûtent plus qu'elles ne lui rapportent. Le système hospitalier français fonctionne depuis sa mise en place avec des objectifs contradictoires (conflit d'objectifs) : l'hôpital doit fournir plus de qualité des soins, plus de sécurité, plus d'offre de soins avec plus de contraintes budgétaires. De plus, les services hospitaliers se voient dans l'obligation d'avoir une activité cotable importante afin de maintenir leur budget ; ceci a conduit à diminuer les actes prescrits pour les soins effectués au domicile des patients, contribuant à réhospitaliser ces mêmes patients pour des soins mineurs qui se faisaient auparavant à leur domicile.

### **L'organisation de l'asphyxie de l'hôpital public**

**L**a budgétisation des hôpitaux selon la tarification à l'activité met en place une concurrence faussée entre hôpitaux publics et cliniques privées qui par sélection va conduire en quelques années l'hôpital public à un point de non-retour. La situation des établissements publics s'est aggravée rapidement et déjà beaucoup d'entre eux sont au bord du gouffre avec des États Prévisionnels des Recettes et des Dépenses (EPRD) déficitaires.

L'étape à venir comporte une réduction de l'offre hospitalière dont le coût politique est sans commune mesure avec les étapes précédentes. La soi-disant « régulation par le marché » est en réalité la mise en place d'un processus de sélection sauvage aux résultats prévisibles sinon explicites : disparition ou conversion en établissements médico-sociaux ou sociaux des petits établissements, passage au privé de tout ou partie des autres. Ce plan vise à faire des hôpitaux des entreprises rentables sur le modèle du privé. Sans aucune prise en compte des besoins des populations et sans aucune considération du montant des dépenses à la charge des familles dans le privé (secteur 2 avec dépassements d'honoraires), les activités sont réorganisées selon leur « rentabilité ». L'hôpital public assiste impuissant au départ de sa

chirurgie vers le secteur privé lucratif, à la fermeture programmée de ses lits pour personnes âgées vers les EPHAD,... gardant à son actif les activités les moins rentables, les plus coûteuses et les patients les plus fragiles socio-économiquement, et cela sans avoir pour autant en contre partie les moyens suffisants pour répondre à ses obligations de service public. C'est un retour à l'hôpital des indigents du XIXème siècle !

**L**e plan hôpital 2007 a instauré aussi une nouvelle organisation régionale de la santé en créant par la loi Bachelot dite HPST (Hôpital Patients Santé Territoires) les agences régionale de la santé (ARS), organismes de tutelles des hôpitaux. Cette nouvelle gouvernance hospitalière avait pour but d'imposer de nouvelles règles budgétaires aux hôpitaux. La loi a organisé une nouvelle gouvernance des hôpitaux (conseil de surveillance, directoire, contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens) en facilitant des « coopérations » de l'hôpital public avec le secteur privé (cliniques...). Sarkozy estimait qu'auparavant l'hôpital « *n'était plus gouverné parce que, chacun avait suffisamment de pouvoir pour dire non, et personne n'avait de pouvoir pour dire oui* ». Il souhaita donc mettre « *Un seul patron à l'hôpital* ». Selon la loi, le directeur d'hôpital définit la politique médicale (sur avis consultatif de la commission médicale d'établissement), nomme et licencie y compris les médecins, chefs de pôle et de service. Le directeur est contrôlé par le directoire, le conseil de surveillance et l'Agence régionale de santé (ARS). La loi prévoit également que le directeur d'hôpital ne soit plus systématiquement issu de l'école des hautes études en santé publique, mais pourra être recruté sur CV, venant du secteur privé. C'est la voie ouverte à des « directeurs mercenaires », nommés pour rééquilibrer les comptes, sans souci médical. Même des députés de l'UMP se sont émus du sort des médecins : « *Nous sommes en révolte parce que nous croyons que le pouvoir qu'ont les médecins de proposer un projet médical pour l'hôpital ne leur appartiendra pas : ce sera le directeur qui l'aura, avec une vision uniquement comptable.* » (B. Debré).

La loi a prévu aussi la création de pôles d'activité. Ces derniers regroupent différents services d'une même activité (Urgence, Chirurgie...). La direction du pôle est confiée à un praticien hospitalier recruté pour 5 ans, accompagné d'un cadre de santé et d'un cadre administratif. L'organisation par « pôles » d'activité introduit un effet de concurrence à l'intérieur même d'un établissement.

Ces pôles d'activités doivent prévoir les objectifs d'activités, de qualité et financiers... et les conséquences en cas d'inexécution du contrat, y compris en instaurant des primes d'intéressement (salaire au mérite) pour le personnel en fonction des résultats. Toutes les conditions d'une privatisation sont réunies, non plus en fonction d'un projet médical, mais en fonction de critères purement gestionnaires.

L'essentiel de la gestion des personnels se fera au niveau des pôles. Sous prétexte de difficultés de recrutement dans certains métiers, le recrutement de personnels, médecins et para médicaux, sous contrats précaires (CDD, PACTE, CAE,...) sur des emplois statutaires permanents est une remise en cause des statuts, comme dans d'autres entreprises publiques (Poste, France Télécom,...) et prépare l'éclatement de la Fonction Publique Hospitalière.

### **La santé et l'hôpital ne doivent plus être un commerce.**

Les sites hospitaliers territoriaux de proximité ont un rôle indispensable car ils répondent aux besoins des populations locales, en ville comme dans le monde rural, et assurent un rôle vital pour la prévention et les premières urgences.

Les fédérations de la santé doivent exiger la réouverture des services, maternités et hôpitaux fermés, autour de services indispensables, comme les plateaux techniques et les urgences.

Un service hospitalier à la hauteur des besoins des masses implique l'abrogation des plans « hôpital 2007 et 2012 », de la loi Bachelot de 2009, ses SROS, la suppression de l'ARS et le contrôle des hôpitaux par les seules caisses de Sécurité sociale gérées uniquement par les représentants des salariés et entièrement financées par le patronat.

Dans le même sens, les fédérations syndicales CGT et FO doivent revendiquer l'arrêt immédiat des fermetures saisonnières ou définitives des services ou des hôpitaux qui engendrent dans le monde rural des déserts sanitaires et qui provoquent des catastrophes type « canicule » dans les zones urbaines.

### **A bas le plan « hôpital 2012 » !**

**L**e gouvernement Hollande-Ayrault met en application le plan « hôpital 2012 » initié par le gouvernement Sarkozy (*Révoltes reviendra sur ce plan dans un prochain bulletin*). Ce plan poursuit :

- la suppression des lits et des postes
- l'asphyxie de l'hôpital public au profit des établissements privés.

Les fédérations syndicales de santé doivent organiser la mobilisation en vue d'imposer à la majorité PS-Fdg à l'Assemblée de retirer ce plan.

**De même elles doivent reprendre toutes ces revendications. Les défendre implique de cesser de cogérer la pénurie, l'asphyxie des hôpitaux et la politique de privatisation avec les Directions d'hôpitaux (dans le cadre des Conseils d'administration, de surveillance et des Directoires) et de rompre toute concertation avec le gouvernement qui poursuit la politique de casse de l'hôpital public.**

**Au contraire il faut exiger de la majorité de députés PS et Front de gauche qui siègent à l'Assemblée Nationale qu'ils abrogent les lois Bachelot et toutes les lois qui ont instauré l'éclatement et la privatisation de la santé.**

## Congrès Ugict-CGT du Grand Lyon - juin 2013

Motion 1 : pas touche aux retraites (rejetée à 11 voix contre, 3 pour, 1 abst et 3 refus de vote)

Le gouvernement convoque une conférence sociale les 20 et 21 juin pour associer les syndicats aux futures attaques contre les retraites des salariés, dont les fonctionnaires. Le président Hollande a déjà annoncé l'allongement de la durée de cotisation à 44 ans. Le rapport Moreau préconise nombre de reculs dont la fin du calcul des pensions des fonctionnaires sur les 6 derniers mois. Les salariés ne sont pas dupes : le gouvernement va œuvrer à un nouveau recul social. Dans ce cadre, la responsabilité des organisations syndicales est de décider de ne pas participer à cette conférence sociale, dont le seul but avoué est d'associer les syndicats pour éviter une opposition frontale. Leur responsabilité est de lancer un ultimatum au gouvernement pour ne pas toucher aux retraites et pour revenir à la retraite à 60 ans et aux 37.5 années de cotisation calculées sur les meilleures années. Si le gouvernement poursuivait sa réforme, la CGT organiserait le combat unifié de tous les salariés contre cette réforme. Le congrès de l'Ugict-CGT du Grand Lyon s'adresse à la fédération des services publics pour qu'elle reprenne à son compte cette position et la relaie auprès de la confédération CGT. Cette position sera également communiquée à l'UL 3/6 et à l'UD du Rhône pour qu'elles fassent de même.

Motion 2 : retrait des projets de loi fonction publique (rejetée à 11 voix contre, 3 pour, 1 abst et 3 refus de vote)

Les négociations qui ont commencé dans la Fonction publique le 7 février entre la ministre Lebranchu et les fédérations de fonctionnaires aboutissent actuellement à plusieurs projets de loi qui ne défendent pas les intérêts de fonctionnaires, bien au contraire :

- projet de loi sur la « déontologie » des fonctionnaires : le gouvernement prévoit l'inscription, dans le statut général des fonctionnaires, des valeurs de probité, impartialité, neutralité, réserve et laïcité. Par exemple, concernant la probité, il est à craindre que les employeurs publics puissent utiliser des faits extérieurs au travail pour prendre l'initiative de procédures disciplinaires (par exemple niveau d'endettement personnel ou non-paiement de pensions alimentaires pourraient être reprochés à des agents des finances publiques). Les mêmes questions se posent pour l'impartialité et la neutralité, pour les enseignants par exemple : quel contenu de cours est neutre ? Quant au devoir de réserve, il remettrait en cause la liberté d'expression, et donc syndicale et politique des agents. Ce projet de loi entend également réformer les mesures disciplinaires et les positions statutaires.

- projet de loi sur la « modernisation de l'action publique » (MAP) : le gouvernement Ayrault poursuit la RGPP du gouvernement Fillon en supprimant des milliers de postes de fonctionnaires et en sabrant dans les dépenses de l'État et des collectivités, réduisant les prestations et les services publics à destination des salariés.

- projets de loi de décentralisation (régions et métropoles) : la création des métropoles vise deux objectifs : faire des économies en mutualisant les services sur le dos des agents et éclater encore plus la gestion des services publics, comme l'aide sociale. Côté patronal, les métropoles et les régions seront complètement au service de leurs intérêts (formation professionnelle dédiée, pôle de compétitivité ...)

Ces analyses sont faites à juste titre par la fédération des services publics qui doit en tirer toutes les conclusions : mettre tout en œuvre pour les combattre et en obtenir leur retrait, ce qui est incompatible avec la poursuite des discussions et encore moins en proposant des amendements.

C'est pourquoi, le **congrès de l'Ugict-CGT du Grand Lyon demande à la fédération des services publics de boycotter toutes les discussions-négociations sur ces projets rétrogrades et de se prononcer clairement pour leur retrait en mobilisant** tous les agents de la Fonction publique sur ce mot d'ordre. La CGT y oppose l'arrêt de la MAP, des suppressions de postes, des réorganisations de services et l'ouverture massive de postes aux concours pour rattraper le nombre de postes de fonctionnaires perdus depuis des années.